



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2793 | 64^e année | Du 6 au 19 mai 2010 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

BURQA

Politique-spectacle

La dame verbalisée parce qu'elle conduisait sa voiture en burqa (ou en niqab ?...) aura rendu un grand service à Nicolas Sarkozy en lui permettant de précipiter le débat sur l'interdiction de ce vêtement et donc d'épater les Français lassés des molleses gouvernementales en matière d'immigration. Le texte de loi, présenté le 15 mai au conseil des ministres, sera soumis au Parlement en juillet. Le Conseil constitutionnel se prononcera alors on ne sait dans quel sens... Cette précipitation à aller tambour battant dans le sens de l'opinion est surtout un signe d'affolement. C'est devenu une manie : à chaque fait divers, on écrit une nouvelle loi sans même se demander si elle sera applicable. Certes, les Français se sentent mal à l'aise en voyant un être avancer dans la rue masqué comme un cambrioleur de banque... Qu'au volant un tel étai gêne les gestes et la visibilité, c'est probable. Cet accoutrement doit être réprimé pour ce qu'il est : une provocation. Mais une loi semblera braquée contre l'islam (lequel pourtant ne prescrit point ce genre d'habit) et poussera les fondamentalistes à inventer de nouvelles formes de provocation. La République sera toujours accusée à condamner une liberté au nom de la *Liberté*, ce mythe dont les islamistes n'ont que faire. Interdire la burqa, soit. Mais l'on n'en aura pas pour autant fini avec les problèmes de l'immigration galopante, problèmes qu'une France s'affirmant pleinement et autoritairement chrétienne ne serait pas réduite à fuir dans une politique-spectacle difficile à prendre au sérieux...

Vive Jeanne ! Vive la France !

Dimanche 9 mai à 9 h 30,
tous devant l'église de la Madeleine, Paris 8^e



p. 3 et 15

ISLAM

Polygame et fier de l'être...

Le ministre de l'Intérieur s'est pris les pieds dans le tapis tandis qu'il bombait le torse devant un musulman jugé inassimilé..

Liès Hebjadj, tel est le nom déjà bien connu du "Nantais" d'origine pakistanaise qui force son épouse à conduire sa voiture en burqa et refuse de payer la contravention de 22 euros. M. Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, a soudain appris sur lui ce que la police nantaise savait depuis longtemps, notamment que, gérant à trente-quatre ans d'une prospère boucherie *halal* et militant fondamentaliste musulman, il ne se contente pas de cette femme qu'il a épousée pour obtenir la facile nationalité française mais vit avec trois autres, le total des enfants des quatre s'élevant pour le moment à douze...

De là à accuser ce monsieur de polygamie, le ministre a peut-être foncé un peu vite, puisque beaucoup disent que l'homme, même si son visage ne le laisse pas deviner derrière sa barbe et son turban, est en réalité un cœur de jupons, un polisson qui trouve sous la burqa le jupon par lequel, disait une chanson de 1900, « la femme / De l'homme trouble l'âme »... En fait, ce chaud lapin, même s'il a épousé ses trois premières éeues quelque part dans le monde selon la loi islamique, n'est nullement coupable selon la loi républicaine française qui ne reconnaît que le mariage civil et se moque pas mal de l'adultère, du moins pé-

nalement, depuis 1975 - ce que le beau Liès sait bien ayant constaté que coucher avec d'autres femmes que la sienne n'est pas un délit en France où l'on voit tant de cas de familles recomposées et surcomposées... Reste évidemment la question des allocations familiales. Gageons qu'il saura dire qu'il ne les cumule pas, car il a sûrement fait en sorte que chaque femme soit déclarée parent isolé, et le tour est joué ! Le malheur est que, les Liès, dans la France occupée d'aujourd'hui, sont légion, qui savent profiter des failles de la mentalité et de la morale officielles pour vivre à leur façon, voire

pour piller des prestations sociales que les familles traditionnelles françaises obtiennent parcimonieusement. M. Hortefeux, désireux d'avoir l'air de s'affronter à cette question qui le dépasse, fronce le sourcil et menace M. Hebjadj de lui retirer la nationalité française. Outre le fait qu'il est toujours périlleux d'annoncer des menaces que l'on n'est pas certain de pouvoir mettre à exécution, il serait plus judicieux de revoir de fond en comble toute la politique française d'immigration, surtout depuis le regroupement familial autorisé aveuglément en 1976 par MM. Giscard d'Estaing et Chirac... ■

Michel Fromentoux



ÉCONOMIE

Le plan d'aide à la Grèce enfin déclenché :

L'euro sur un coup de poker

PAGE 2

SOCIÉTÉ

Des "Infiltrés" dans un collège :

Manipulation de mineurs

PAGE 4

INTERNATIONAL

La France éclipsée par la Chine :

Nul n'est l'éternel ennemi

PAGE 16



CRISE GRECQUE

L'euro sur un coup de poker

Le versement des prêts à la Grèce est imminent ; l'Allemagne a mis fin au suspense... En contrepartie, Athènes saura-t-il témoigner à l'avenir d'une rigueur budgétaire exemplaire ? Quoi qu'il en soit, si les dysfonctionnements de la zone euro apparaissent criants, son éclatement n'est pas à l'ordre du jour.

Après bien des tergiversations, dues principalement à l'Allemagne, mais pas uniquement, les dirigeants de la zone euro doivent se réunir ce vendredi 7 mai à Bruxelles au niveau des chefs d'État ou de gouvernement pour approuver formellement le versement de leurs prêts à la Grèce. Deux jours après aura lieu l'élection régionale de Rhénanie du Nord-Westphalie, un scrutin jugé difficile pour le chancelier Angela Merkel, car une majorité d'Allemands serait hostile à l'aide financière promise à la Grèce.

Plan de rigueur

Les traités communautaires ne prévoient pas le sauvetage d'un pays de la zone euro par l'UE en tant que telle, ni d'ailleurs par la Banque centrale européenne. L'aide ne peut venir que de la décision souveraine de chaque État de l'Euroland, en l'occurrence de la plupart des États afin de tendre à l'efficacité et de manifester une solidarité évidemment intéressée. Le Fonds monétaire international, finalement impliqué dans le processus d'aide à Athènes, ne traite d'ailleurs pas avec l'Union européenne, même s'il consulte la Commission de Bruxelles ; le FMI ne reconnaît que les entités étatiques, comme l'a récemment rappelé son directeur général Dominique Strauss-Kahn. Le gouvernement grec a aussi sa part de responsabilité dans les tâtonnements et calculs européens.



Redoutant une explosion sociale, le Premier ministre Georges Papandréou et son ministre des Finances Georges Papaconstantinou ont en effet tardé à répondre clairement aux exigences des bailleurs potentiels, à commencer par les Allemands. Or, avec une dette publique évaluée à quelque 300 milliards d'euros, et obligé d'emprunter à des taux faramineux - jusqu'à 11 % - pour assurer le fonctionnement de l'État, le gouvernement d'Athènes a dû se résigner à des mesures de restriction budgétaire draconiennes : gel des salaires et retraites du secteur public, suppression des 13^e et 14^e mois, hausse de un à deux points de la TVA actuellement à 21 %, coupe claire dans le budget de la défense, etc.

Entre le risque de désordres sociaux et la menace de cessation de paiement, le gouvernement Papandréou a choisi le moindre mal. D'autant qu'Athènes doit rembourser avant le 19 mai un emprunt de 9 milliards d'euros, un acompte sur les 53 milliards dus en 2010.

Le plan de sauvetage Europe-FMI, revu à la hausse dimanche dernier, doit permettre à la Grèce d'obtenir des liquidités à un taux sensiblement inférieur (autour de 5 %) à ceux des marchés. En outre, cette aide de 110 milliards d'euros serait échelonnée sur trois ans, ce qui, en principe, éviterait à la Grèce de revenir sur les marchés durant cette période, avec pour effet escompté d'empêcher une "contagion" aux autres pays fragiles de la zone euro : Espagne, Portugal, Irlande notamment. Encore faudra-t-il que dans ces pays, et d'abord en Grèce, il n'y ait pas de relâchement dans les comptes publics.

Scepticisme

Nombreux sont les sceptiques à douter d'une telle disposition à la vertu budgétaire. De fait, les agences de notation - très critiquées ces temps-ci - n'excluent pas que la Grèce soit malgré tout contrainte dans quelques mois de demander une "restructuration" de sa dette ; une telle éventua-

lité se traduirait par des pertes de plus de 50 % pour les créanciers. Parmi les établissements les plus exposés figurent trois grandes banques françaises.

Le jeu de l'Allemagne

Des banques allemandes sont aussi fortement exposées ; ce constat explique en partie l'évolution de la position allemande. Le moment était donc venu de peser les risques financiers et politiques. C'est pourquoi les députés au Bundestag, appelés à se prononcer en ce milieu de semaine, devraient accepter sans trop de difficulté le plan d'aide ficelé par les ministres de l'Eurogroupe. Le coup de bluff d'Angela Merkel - jusqu'où ne pas aller trop loin ? - a assez bien fonctionné. Encore que son intransigeance, conjuguée à la temporisation grecque de février et mars, ait eu pour conséquence indirecte, et indésirable du point de vue allemand, une dépréciation de la monnaie unique. Mais depuis une quinzaine de jours, le chancelier n'évoque

plus, fût-ce de manière allusive, une sortie de la Grèce de la zone euro. Et pour cause ! Les traités ne prévoient pas l'exclusion d'un État par les autres pays membres. En revanche, un État peut se retirer de la zone euro de sa propre initiative.

Quoi qu'en pensent les manifestants d'Athènes, un tel scénario n'est guère imaginable pour la Grèce qui, avec un retour à la drachme, se retrouverait avec une monnaie de singe ne lui permettant plus d'honorer ses créances. Pour le coup, ce serait une vraie banqueroute, qui entraînerait d'autres en Europe.

Rigueur prussienne

À l'inverse, dans certains cercles, restreints il est vrai, on a échaudé l'hypothèse d'une sortie volontaire de l'Allemagne de la zone euro. Appuyé à nouveau sur le deutschemark, Berlin serait censé se libérer des boulets européens. En l'état actuel des choses, c'est une vue de l'esprit. Car ce serait pour l'Allemagne la certitude de perdre ses créances, et pas seulement celles qu'elle détient sur la Grèce. Ensuite un mark ultra-fort, comparativement aux autres monnaies européennes, pénaliserait sévèrement l'industrie allemande d'exportation.

Même si elle se rêve un nouveau destin continental - notamment en développant ses relations d'affaires avec la Russie -, l'Allemagne n'aurait aucun intérêt à saboter l'union monétaire européenne. Mais sans doute faudra-t-il un jour - une fois passées les convulsions actuelles - tâcher de convaincre les dirigeants allemands de la nécessité de réviser le pacte de stabilité dans le sens d'une plus grande souplesse, sans pour autant céder à la facilité. Une révision qui devrait s'accompagner de mesures de relance en Allemagne afin d'atténuer les distorsions qui minent la zone euro.

Une telle entorse à l'orthodoxie monétaire et à la discipline budgétaire est-elle concevable à Berlin ? Les esprits ne semblent pas encore mûrs. Pour l'heure, Angela Merkel, sûre d'elle et dominatrice, souhaite que les efforts demandés à la Grèce servent de leçon aux Espagnols, Portugais et Irlandais. Rigueur, discipline... On ne fait pas plus prussien. ■

Guy C. Menuisier

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (*)

Directeur de la publication : M.G. Pujot
Directeur éditorial : Gérard Bedel
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique française :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Antoine Goursky, Stéphane Piolenc

Société :
Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux

Europe :
Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

Monde :
Philippe Maine, Pascal Nari

Histoire :
Michel Fromentoux, Yves Lenormand,
René Pillorget, Frédéric Winkler

Culture :
Anne Bernet, Monique Beaumont,
Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens

Chroniques :
Jean-Baptiste Morvan

Combat des idées :
Gérard Baudin, Stéphane Blanchonnet

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

Glané dans la presse

□ **La taupe de Pujadas** - Répondant à l'enquête de l'équipe de David Pujadas sur les milieux catholiques de tradition pour l'émission *Les Infiltrés*, *Minute*, dans son numéro du 21 avril, publie en "une" la photo de Mathieu Maye, la taupe de Pujadas. Ancien du FNJ, il a un pedigree de première classe. Un de ses camarades d'hier affirme : « Il aimait bien parler des juifs. » Le reste est à l'avenant. Mathieu Maye est tout de même un drôle de paroissien, qui en tandem avec Pujadas (lui-

même ancien adhérent du FN) préfère salir la foi catholique que poser les vrais problèmes de la société française... C'est si facile !

□ **France-Russie** - Dans son n° 17, la revue *Synthèse nationale* (116 rue de Charenton, 75012 Paris), qui se veut un carrefour culturel, national et identitaire, publie un intéressant dossier sur la France et la Russie, avec des contributions de Patrick Parment, Nicolas Tandler, le colonel Jean-Claude Philipot ou encore Francis Bergeron.

□ **Henri IV** - La dernière livraison du *Figaro hors série* porte sur Henri IV. Dans son éditorial, Mi-

chel de Jaeghere écrit : « Il faut mettre un terme aux ambitions rivales, refermer les plaies, rassembler ; renouer avec l'idéal d'Aristote, qui définit la politique comme une amitié partagée ; reprendre l'écheveau de l'unité française que ses prédécesseurs avaient tissé, depuis Clovis, Philippe Auguste et Jeanne. Il mit fin aux discordes en imposant une idée neuve : la nation. » À signaler, un article de Christian Brosio titré *Politique d'abord*, et un autre de Philippe Maxence sur *Le roi et son conseil*. Un numéro de haute tenue et très complet à se procurer sans tarder.

Christian Lestang



□ DIMANCHE 9 MAI

Vive Jeanne ! Vive la France !

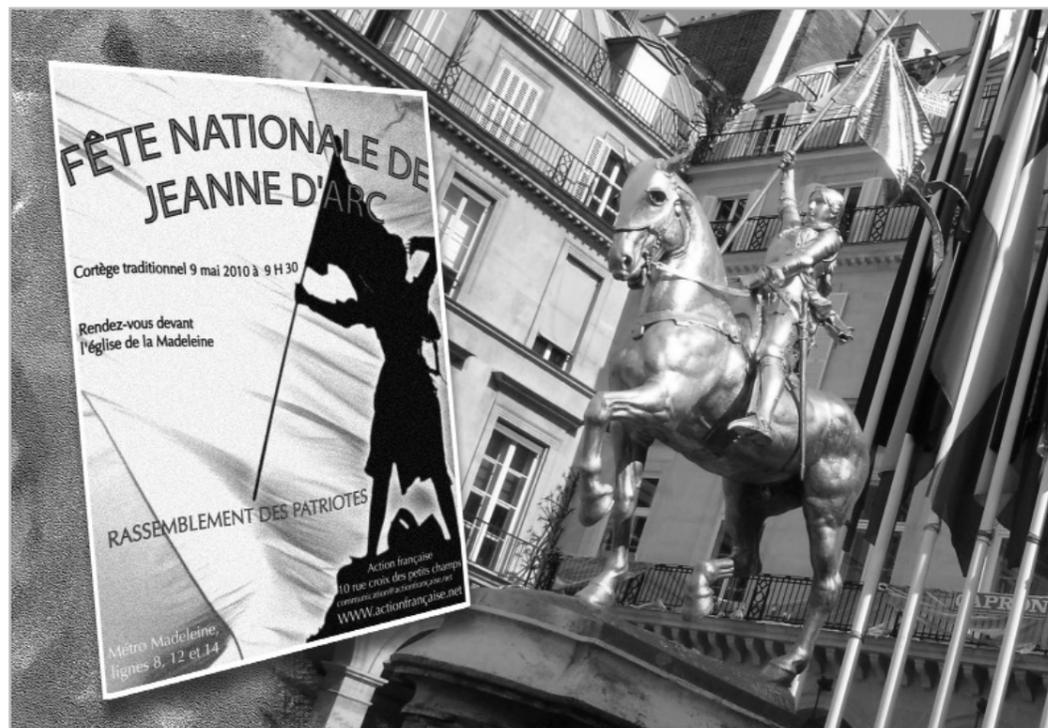
Rien n'est plus passionnant que l'histoire de notre France. Car elle a toujours été celle de l'humainement impossible. Jeanne d'Arc nous le rappelle chaque deuxième dimanche de mai, continuant d'illuminer notre espérance : une nation n'est réellement morte que lorsqu'elle croit qu'elle va mourir.

Une fois n'est pas coutume. Cette page aujourd'hui s'écarte de l'actualité immédiate ; nous traitons par ailleurs ou nous avons récemment traité des différents sujets à l'ordre du jour, mais entre le président qui se complait dans des effets d'annonces, les partis qui s'effilochent, les politiciens qui s'apprentent à flouer leurs électeurs, les syndicalistes qui s'illusionnent sur de futures bonnes retraites en travaillant moins et en ayant moins d'enfants, les "jeunes" que le manque de repères pousse à caillasser des bus, certains immigrés qui plantent leur harem comme en pays conquis, les pseudo-journalistes qui s'amusent à pousser des enfants aux pires outrances, les plumitifs qui s'acharnent à souiller le pape et l'Église, et j'en passe..., avouez qu'il faut savoir parfois prendre un peu de hauteur !

Le miracle français

Alors, loin de nous mettre à la remorque des événements, nous allons nous-mêmes créer l'événement en fêtant une actualité qui ne passe pas, celle de sainte Jeanne d'Arc, notre héroïne nationale, celle dont les dix-sept printemps continuent d'illuminer notre espérance catholique et française, celle qui dans la bêtise et le stupre ambiants nous rappelle chaque deuxième dimanche de mai en sa fête nationale notre devoir d'être ce que nous sommes.

Rien n'est plus passionnant que l'histoire de notre France. Car elle a toujours été celle de l'humainement impossible. Sa naissance même ne s'explique que par le baptême chrétien de Clovis en 496. Au XV^e siècle, tout était perdu : la monarchie venait de subir le pire des malheurs, celui de voir s'installer une situation



républicaine, et cela, par la faute même des princes cherchant à profiter des crises de démençe puis de l'hébétude du pauvre Charles VI. Depuis la mort de celui-ci en 1422, il n'existait même plus de France. Dans une Europe livrée aux idéologies malsaines, à un économicisme niant le surnaturel, au règne des marchands se substituant aux nations, le régent d'Angleterre, essayait de gouverner notre hexagone comme aujourd'hui les technocrates de Bruxelles, mais tout allait à vau-l'eau.

Or Dieu n'abandonnait pas la Fille aînée de l'Église. Apparut au printemps 1429 la petite bergère de Domrémy : elle sut, véritable capitaine de guerre, en quelques semaines, faire comprendre aux Français et au roi Charles VII lui-même qu'une nation n'est réellement morte que lorsqu'elle croit qu'elle va mourir. Dès qu'elle eut

arraché aux Anglais la cité stratégique d'Orléans, les troupes grossirent. Pourtant Jeanne n'agitait pas le peuple, ne prenait pas le maquis, ne lançait pas de tapageuses pétitions... Véritable contre-révolutionnaire, elle n'eut de cesse de restaurer l'ordre, respectant les autorités naturelles, du seigneur de son lieu (le sire de Baudricourt) au roi lui-même, s'abstenant de créer un parti, de réunir un parlement ou de dénicher quelque prétendant sur mesure : « C'est vous le roi, non un autre ! »

Politique d'abord

Alors qu'elle pouvait tenter de rejeter les Anglais à la Manche, elle courut vers Reims y emmenant le roi pour le faire sacrer. « Ses Voix, explique Maurras, allaient d'accord avec les vues de politique sage qui eussent calculé qu'en dé-

finitive l'heureuse aventure de déblocage d'Orléans représentait malgré tout un beau risque et un beau miracle, mais que pour le reste il fallait se plier à la nature des choses. Or dans cette nature tout devait demeurer en l'air tant qu'il n'y aurait pas un commandement politique affermi [...] un roi reconnu, acclamé, enfin sacré : le Roi ! [...] La base politique consolidée en premier lieu, les opérations militaires pourraient venir. Elles seraient rapides, ou elles seraient lentes, mais l'essentiel serait fait, le présent arrêté, l'avenir assuré. »

Cette envoyée du Ciel prête au sacrifice suprême, donc à l'apparent échec qui valut plus qu'une victoire, continue de nous dire que pour sortir la France des ornières européistes, laïcistes, économistes, amoraux et défaitistes d'aujourd'hui, rien n'est plus ur-

gent que de préparer le retour du petit-fils de Clovis et de saint Louis à la tête de notre nation. Quand nous voyons l'état de la république actuelle, nous ne pouvons hésiter à désigner le camp de l'espérance. Le salut national, c'est éminemment l'œuvre du roi.

Tous au Cortège

Nous allons donc nous retrouver tous dimanche matin, comme chaque année, au Cortège traditionnel. Occasion d'accomplir notre acte d'espérance en la France de toujours. Nous marcherons sur les pas de nos valeureux devanciers, Camelots du roi et étudiants d'Action française qui arrachèrent en 1909, au prix de longues années de combat et de 10 000 jours de prison, le droit d'honorer Jeanne sur le pavé parisien.

Cette année, d'autres groupes marcheront l'après-midi en chantant et en priant pour la France. L'AF aura été, le matin, la première à défiler comme il se doit de par son ancienneté dans le culte de la sainte de la patrie et aussi au nom du *politique d'abord* qui veut que, dans l'ordre naturel des priorités (qui n'est pas celui des primautés) les combattants d'une restauration de la Cité politique passent devant les prêtres et les fidèles, comme pour leur préparer la voie. Mais Jeanne nous unit et aucune rivalité n'existera entre ces deux défilés. Beaucoup d'ailleurs de ceux qui participeront à la marche de l'après-midi nous ont promis de se joindre quand même à nous le matin. Ainsi, toute la journée, Paris sentira passer le frisson du patriotisme. Se manifester *politique* France ni marchande ni avorteuse, ni renégate, ni à la recherche de son identité, une France qui sait ce qu'elle est dans le passé, le présent et l'avenir, cette continuité qu'incarnera un jour, plus proche qu'on le croit ordinairement, l'actuel descendant des Capétiens. Il s'y prépare.

Pour l'honneur de l'Action française et de la France, aucun de nos amis ne doit manquer dimanche matin. Puisse nous ainsi mériter du Ciel le renouvellement du miracle de 1429 ! ■

Michel Fromentoux

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Soyez les "fils de ces preux"

Dans la dernière AF 2000, Marielle Pujo vous a dit les difficultés que connaît le journal pour seulement survivre. Vous qui allez défiler dimanche en hommage à Jeanne d'Arc, mesurez-vous la chance que représente le seul journal s'appliquant à chaque livraison à montrer comment aller, comme Jeanne, au bout d'une action réellement française ? Comment pouvez-vous honorer la sainte de la Patrie sans aider ceux qui aujourd'hui continuent son combat pour le roi ?

Vous croyez peut-être que vous n'êtes qu'une poignée de souscripteurs, mais qu'auriez-vous dit du petit groupe de chevaliers partant fin avril 1429 avec la jeune bergère de Domrémy ? Ils sont vite devenus une multitude de preux qui quittèrent tout pour combattre. Comportez-vous en « fils de ces preux », comme on le chante dans l'hymne à l'Étendard de la Délivrance. À votre tour de consentir quelques sacrifices, dès maintenant et sans vous demander si d'autres vous

suivront... Alors le journal pourra étoffer sa rédaction et gagner en influence.

Il nous faut 30 000 euros cette année. Si Jeanne d'Arc réveille réellement en vous l'espérance, prouvez-le par votre générosité. Faites vite. Merci de tout cœur. ■ M.F.

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Liste n° 5

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; M^{me} Yvonne Peyrerol, 15,24 ; M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; Raymond Sultra, 17,78 ; M^{me} Bellegarde, 20 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy 22,87 ; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 56 (deux mois) ; Robert Thomas (trois mois), 45,72 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,72 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ; Louis Moret (90 jours), 90 ;

M^{lle} Josette Lopez, 4 ; Jean-Pierre Lopez, 4 ; Jean-Louis Pichery, 20 ; André Deltenre, 50 ; M^{lle} Geneviève Douchet, 50 ; M^{me} Geneviève Boirre,

50 ; Georges Delva, 100 ; M^{lle} Marie-Suzanne de Benque d'Agut, 120 ; M. et M^{me} Gérard Lemel, 150 ; Jean-Pierre Lafosse, 150 ; Fernand Estève, 200.



Total de cette liste : 1 279,19 €
Listes précédentes : 2 827,04 €

Total : 4 106,23 €

□ LES INFILTRÉS

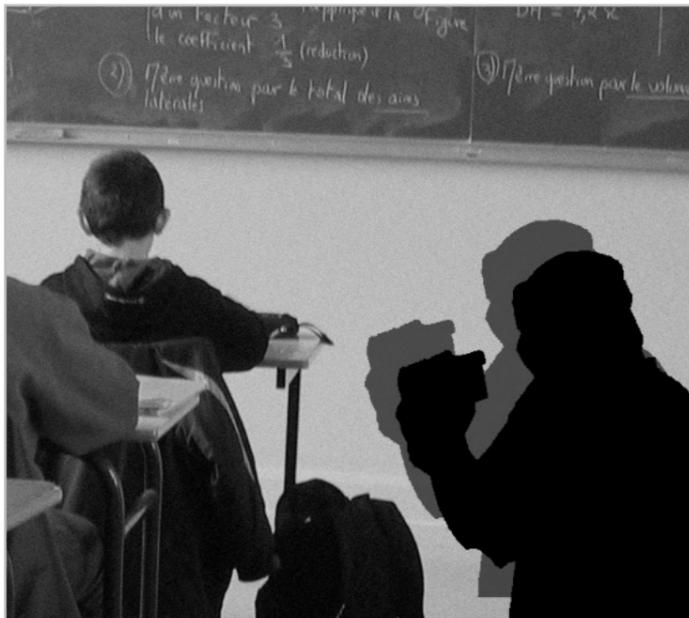
Manipulation de mineurs

La télévision publique prend des enfants à témoin pour stigmatiser une école catholique hors contrat. Cette fois-ci, la ficelle est quand même un peu grosse. Et le procédé particulièrement douteux.

Allons-nous vers une société où tout le monde devra se méfier de tout le monde ? Déjà, quand vous croyez pouvoir parler librement à quelqu'un qui vous a semblé mériter votre confiance, demandez-vous si celui-ci n'est pas en train, avec caméra et micro cachés, de vous faire parler, pour ensuite aller diffuser vos dires à la ronde. C'est du moins la manière de certains journalistes - la honte de leur profession - qui produisent sur France 2 une émission dont le titre à lui seul sent à plein nez la Terreur : *Les Infiltrés...*

Un faux surveillant

Pour accomplir cette sale besogne en se servant même d'enfants, un prétendu journaliste "envoyé spécial" de l'unité de production Capa Télévision, Mathieu Maye, s'est introduit dans l'école hors contrat Saint-Projet, rattachée à la paroisse Saint-Éloi de Bordeaux, en offrant ses services pour surveiller l'étude après les cours. Pendant plusieurs semaines, le pseudo-pion a tenu des propos chaque jour plus racistes et antisémites, poussant les jeunes collégiens à en rajouter tandis qu'il les filmait à leur insu. Il a aussi déniché et également filmé des déséquilibrés obsédés, qui chantaient des chants nazis, se faisaient passer pour des militants nationalistes et disaient se préparer à la guerre contre le juif et l'arabe... Il est même allé jusqu'à dire que ces illuminés se réunissaient dans la cave (qui n'existe pas) de l'église Saint-Éloi. Le but était évidemment de réaliser, avec ce mélange détonnant, une émission intitulée *L'Extrême*



droite du Père que France 2 a diffusée mardi 27 avril sous la direction du fourbe David Pujadas, trop content de se comporter en délateur contre les écoles catholiques hors contrat, contre les milieux traditionalistes, voire contre le pape lui-même qui refuse de les excommunier...

Juppé fait repentance...

Ce montage, au sens que donnait à ce mot Vladimir Volkoff, aurait-il réussi à abuser les téléspectateurs ? Rien n'est moins sûr, car la ficelle est quand même, cette fois-ci, un peu grosse. Qu'importe que le maire de Bordeaux Alain Juppé, comme pour "faire repentance" pour l'aide qu'il apporta naguère à la paroisse Saint-Éloi, ait annoncé qu'il porterait plainte « une fois les faits avérés » contre les intervenants de l'émission !

Qu'importe que *La Croix* semble admettre que le procédé véreux de France 2 soit acceptable dès lors qu'il permet de dénoncer « des choses que les valeurs de la nation ne peuvent accepter » (on sait ce que sont ces "valeurs" républicaines...). Il n'est resté pas moins que tout esprit de bon sens ne peut qu'être ulcéré par cette manière de pousser de jeunes enfants à prononcer des propos outrés. L'Institut du Bon Pasteur, dont dépend Saint-Éloi et dont le supérieur général est l'abbé Philippe Laguérie, a aussitôt dans un communiqué dénoncé « les procédés illégaux et parfaitement inqualifiables de journalistes sollicitant expressément des mineurs de treize ans à leur faire tenir ces propos, tout comme leurs faux amalgames et mensonges ». Il a aussi dénoncé « l'odieuse campagne de dénigre-

ment dont l'Église catholique et ses représentants, jusqu'au pape lui-même, font l'objet systématique depuis des mois dans les médias et dans laquelle s'inscrit cet épisode scandaleux ».

Un problème de droit

De son côté l'abbé Guillaume de Tanouarn, assistant de ce même Institut, analyse sans ménagement « le problème de faire parler des enfants pour condamner des parents et des institutions. Là clairement il y a abus mental sur ces jeunes et désinformation consciente vis-à-vis du téléspectateur. Bref, il y a un problème de droit. Que David Pujadas prête son image de grand Impartial du 20 Heures à un tel reportage, cela a vraiment quelque chose d'inquiétant pour la santé du débat public ». Puis il dégage le « message fort » du reportage : « Inutile de juger les gens sur leur dire, il faut les juger sur les intentions qu'on leur prête... De tels tics mentaux (je n'ose pas dire : intellectuels) font froid dans le dos. Comme disait Fouquier-Tinville : "Donnez moi une phrase de n'importe qui et je le fais monter à la guillotine", parce qu'à partir des mots je vais lui prêter des intentions et en tirer un complot. [...] On sait que c'est le complotisme révolutionnaire qui a entraîné la Terreur et le populisme vendéen. Cela m'inquiète toujours quand des républicains autoproclamés reviennent aux vieux démons de la 1^{ère} République, qui a été terroriste. La tendance complotiste du reportage est indigne du service public. » D'ores et déjà de nombreux parents d'élèves de l'école Saint-Projet ont déposé plainte auprès du procureur de la République de Bordeaux, pour incitation de mineurs à commettre un délit. Les délateurs de la deuxième chaîne doivent apprendre qu'ils ne sont pas au-dessus des lois. À moins que l'on en revienne à la loi des suspects... ■

Michel Fromentoux

» BERCY

À Bercy, on doit danser le sir-taki en l'honneur des Grecs : non seulement parce que la dette abyssale de ce pays permet de faire oublier que le déficit français a atteint 8,2 % du PIB, mais en plus parce que le Parlement vient de voter un prêt à Athènes à un taux de 5 % alors que la France emprunte sur les marchés financiers à un taux de 2 %. Les petits profits réalisés au nom de la solidarité européenne, c'est tout bénéfique pour Bercy !

» CAMPAGNE

Matignon a jugé opportun d'y consacrer un communiqué le 26 avril : pour la deuxième année consécutive, une campagne d'affichage et d'information est mise en place ce printemps « pour sensibiliser la communauté éducative à la lutte contre l'homophobie ». La brochure diffusée à l'occasion souligne le malaise de jeunes gens raillés par leurs camarades ou confrontés à leur propres doutes. Une souffrance bien réelle instrumentalisée par l'idéologie.

» MÉTAL PRÉCIEUX

L'indépendance nationale tient à des éléments très concrets... Certains métaux stratégiques présentent une importance majeure pour l'industrie, à l'heure où l'on ne jure que par la "croissance verte". En conséquence, le gouvernement a arrêté un plan d'action dont Jean-Louis Borloo a présenté les grandes lignes devant le conseil des ministres. La France devra identifier ses vulnérabilités. Mais aussi accroître sa connaissance géologique ; à cet effet, les premières opérations auront lieu cet été à Wallis-et-Futuna.

Viande halal pour CRS

Les CRS de Rungis (Val-de-Marne) en ont assez de devoir manger halal à la cantine sous prétexte que quelques-uns de leurs collègues sont musulmans. Les membres d'Unité SGP Police FO expriment leur colère dans un

tract véhément (*leparisien.fr* et *lefigaro.fr* du 28 avril) : « Manger halal, c'est payer l'impôt islamiste. [...] Ça ne correspond pas à nos valeurs. [...] Il serait inutile de vous rappeler que tout musulman qui entre dans notre corporation se voit proposer un régime au regard des us et coutumes de sa religion. Ce qui ne veut pas dire que les catholiques de notre unité doivent avaler

toutes les couleuvres qu'on leur propose et que les athées ou agnostiques revêtiront la burqa après avoir digéré, avec beaucoup de mal, les indignités de nos gérants. » Ces policiers exigent que soit mis un terme « à des approvisionnements au rituel étranger à nos coutumes ». Ce n'est que bon sens et cela devrait pouvoir se régler à l'amiable. Mais dans notre pays qui s'islamise

de plus en plus, tout devient matière à affrontement racial sous couvert de religion. Ce n'est pas la direction nationale d'Unité SGP Police FO, qui calmera les tensions, en se désolidarisant de sa branche de Rungis et en déclarant que « de la viande halal serait bien au menu de plusieurs compagnies de CRS apparemment dans un souci d'économie » (sic). Et de d'affirmer que « les écrits syndi-

caux ne doivent pas avoir ce genre de connotations. Les propos tenus ne correspondent pas aux valeurs républicaines et de laïcité qui sont les nôtres » (sic). Nouvelle preuve que lesdites "valeurs" excusent toutes les lâchetés et désarment les Français contre la progression d'un certain islamisme qui, lui, se rit de la laïcité ! Les CRS mécontents auront-ils le dernier mot ? ■

Une mosquée de moins...

Le conseil municipal de Tournon-sur-Rhône (Ardèche) avait autorisé le maire en 2006 à signer un bail emphytéotique (donc de très longue durée) avec l'association culturelle arabo-islamique de la ville, portant sur un terrain, en vue de permettre la réalisation d'un centre culturel, pour un loyer annuel symbolique... d'un

euro. Le seul rapport d'activité produit en 2004 par l'association à l'appui de sa demande n'évoquait que le fonctionnement de la "salle de prière" (source : *le site du Salon Beige*). La délibération du conseil municipal a aussitôt été contestée par la Fédération ardéchoise de libre pensée devant le tribunal administratif de Lyon, qui lui a donné raison le 15 mai 2008. L'association culturelle arabo-islamique a alors porté l'affaire devant la cour administrative d'appel de Lyon. Mais celle-ci a confirmé par un arrêt du 16 février 2010

le jugement du tribunal administratif et donc, l'annulation de la délibération du conseil municipal : des collectivités publiques ne peuvent pas légalement accorder des subventions à des associations ayant des activités culturelles sur le fondement de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État. La cour a considéré que la délibération du conseil municipal devait être considérée comme décidant d'une dépense relative à l'exercice d'un culte et non relevant de l'intérêt général.

Cela aura pour effet une mosquée de moins dans le paysage français. Il est tout de même dramatique que cette interdiction ait été prise au nom de la laïcité, laquelle ne connaît pas de différence entre le culte musulman nouvellement importé et le culte catholique qui a forgé l'âme de la France. C'est sur le solide fondement de cette priorité historique du catholicisme, et non sur une idéologie invertébrée, qu'une France fière de son identité limiterait le nombre des mosquées. ■

VIDÉOPROTECTION

La comédie de la sécurité

Tandis que les forces de l'ordre sont mobilisées en nombre à chaque déplacement présidentiel, le gouvernement convoque des caméras de surveillance pour assurer la sécurité des citoyens.

L'installation d'un nouveau préfet en Seine-Saint-Denis a été l'occasion d'une polémique sur la manière dont celle-ci a eu lieu, et en particulier sur la fermeture, trois jours d'affilée, de la préfecture de Bobigny elle-même, sur ordre, semble-t-il, des services de l'Élysée... Les administrés, eux, n'ont même pas été prévenus, au risque de se heurter à une porte close lorsqu'ils venaient effectuer des démarches parfois prévues de longue date !

Pays légal présidentiel

Mais c'est devenu une habitude de tout bloquer de la vie d'une administration ou de mobiliser des forces de l'ordre pléthoriques quand l'actuel président se déplace, alors que les effectifs de police se réduisent d'année en année, « remplacés » comme s'en félicitait un pont de l'UMP le 21 avril, par des systèmes de vidéoprotection...

Cela souligne l'écart grandissant entre un pays légal, "présidentiel", qui se coupe délibérément des populations par sa pratique méprisante de ses prérogatives, oubliant par là-même ses devoirs d'État, et un pays réel qui réclame la sécurité, non pour les seuls déplacements présidentiels mais pour la vie quotidienne dans les quartiers, les villes comme les campagnes. Est-il normal que l'on mobilise des centaines de policiers ou de gendarmes pour un discours présidentiel au risque de manquer d'effectifs, le même jour, pour assurer la simple sécurité urbaine, par exemple ? L'État, qui parle constamment (et ce n'est pas forcément anormal) de faire des économies, devrait, en sa



tête, donner l'exemple et faire preuve d'un meilleur usage des deniers publics : il ne s'agit pas de supprimer toute protection d'un chef de l'État forcément exposé (cela serait, évidemment, et absurde et dangereux !), mais d'être moins dispendieux et d'appliquer, en ce domaine comme en d'autres, la juste mesure.

Question de volonté

Quant à la vidéoprotection, elle ne sert à rien si les moyens humains sont réduits au point de ne pas pouvoir exploiter les données enregistrées par les caméras placées désormais aux quatre coins des grandes villes. On a sans doute de très belles images des agressions sur les quais de métro ou à la sortie du tramway, comme à Grenoble dernièrement, mais les délinquants savent se protéger

des regards de l'objectif et tous les moyens techniques de contrôle ne valent que s'il y a des personnes derrière pour en tirer profit, et, mieux encore, pour éviter, par leur présence dissuasive, les incidents ou les méfaits.

La sécurité n'est pas qu'une question de moyens techniques, elle est aussi une question de volonté : car que peuvent les forces de l'ordre si, après être intervenues en tel ou tel endroit, la justice "ne suit pas", préférant relâcher des "présomés coupables", parfois pris en flagrant délit, pour le motif que les faits reprochés ne sont pas "assez" graves ou que les conditions d'interpellation ne sont pas totalement "réglementaires" ? C'est d'ailleurs ce qui choque les citoyens ordinaires qui ne sont pas toujours au fait des subtilités administratives et qui ont l'impression que les malfrats sont tou-

jours impunis (ce qui n'est heureusement pas le cas), et que leurs auteurs peuvent recommencer dès leur sortie de garde-à-vue. Plus encore peut-être que le sentiment d'insécurité, c'est le sentiment d'impunité des malfrats et des voyous qui agace, et c'est celui-ci qui renforce concrètement l'insécurité.

Quelles valeurs ?

Est-il normal que des personnes qui, dans certaines cités, ont déposé plainte contre de jeunes violeurs, soient obligées, sous les menaces de leur "voisinage", de déménager de chez eux, ainsi chassés, non seulement par les "amis" et les familles des violeurs, mais par une sorte de "loi du milieu" (ce dernier mot étant pris au sens sociologique du terme, et non maffieux, même si, concrètement, cela y ressemble...) qui veut que l'on ne doit rien faire contre les gens du quartier, fussent-ils les pires des salauds ? On est loin de la scène finale du film *Le Plus Beau Métier du monde* dans laquelle tout le quartier se retrouvait soudé contre les voyous. Bien sûr, cette loi d'airain des cités sensibles n'est pas systématique mais elle est tout de même assez générale pour ne pas être démentie, malheureusement.

Il est une autre question qu'il faudrait aussi aborder : les problèmes de sécurité ne sont-ils pas liés, aussi et peut-être surtout, à une perte de repères et à une dévalorisation de valeurs telles que "le juste salaire pour une juste peine", l'honneur et l'honnêteté, le respect de la dignité d'autrui, l'attachement à un certain équilibre social, condition de toute justice sociale ? Dans un monde où l'argent (et particulièrement l'argent facile !) est devenue "la" valeur (*sic* !) suprême, comment la fin, cette fin-là, ne justifierait-elle pas les moyens, "tous les moyens", même les plus indignes, pour l'obtenir ? Triste monde, triste République... ■

Jean-Philippe Chauvin
jpchauvin.typepad.fr

» THÉÂTRE

Pendant que les chauffeurs de bus de Seine-Saint-Denis vivent l'enfer, risquant un "caillassage" à chaque sortie, Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux jouent magnifiquement la comédie des superflucs déterminés à ramener l'ordre. « *La République ne reculera pas d'un millimètre* » promettait le premier pendant que le second annonçait la fin du « *business tranquille des petites crapules* ». Mais plus d'un mois après les premiers incidents, malgré les renforts de CRS, le contrôle de la départementale 40, entre Villepinte et Tremblay-en-France, appartenait encore aux bandes des cités. Le show médiatique de Sarkozy fera-t-il longtemps oublier son incapacité à éradiquer les zones de non-droit ?

» RÉSULTATS

« *Ce genre de comportement qui relève plus de la campagne électorale que de l'attitude d'un président de la République ne sera jugé que par les résultats qu'il pourra obtenir* » a estimé Claude Bartolone, président du conseil général de Seine-Saint-Denis, après que Nicolas Sarkozy est venu rouler des mécaniques dans le dépôt de bus de Tremblay-en-France. Claude Bartolone a raison. Mais le problème, c'est que depuis des dizaines d'années, le sujet de la sécurité embarrasse la majorité autant qu'il permet à l'opposition de donner des leçons. En attendant personne ne fait rien..

Guillaume Chatizel

La révolte des sciences sociales



« Et d'ailleurs M^{me} Tribalat... - Ce n'est pas le sujet, Jean-Marie Le Pen. Au revoir. » Ce dialogue opposait Jean-Marie Le Pen à Claire Servajean, sur *France Inter*, radio d'État, le 29 avril 2010, vers 13 h 15. Diable ! Quel démon est donc cette dame Tribalat, pour que la simple mention de son nom fasse couper le micro instantanément à celui qui le prononce ?

Michèle Tribalat est directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined). Et elle se révolte contre la censure politiquement correcte qui lui interdit de faire son travail sérieusement.

Des biais idéologiques

L'accusation est claire dès les premières lignes de son nouveau livre ¹ : « *L'a priori idéologique est déterminant dans la manière d'aborder tout ce qui se rapporte à l'immigration en France. La réalité, la mise en évidence des faits ne comptent guère. Il faut avant tout se positionner, donner des gages, montrer que l'on pense du côté du bien. Quelle que soit la réalité, il faut vanter les mérites de l'immigration, se féliciter de ses apports multiples et de l'enrichissement qu'elle suscite. Ce bain idéologique enserme les sciences sociales qui ont appris,*

avec les années 1980, à se démarquer absolument du Front national. »

Dans les deux cents pages suivantes de ce livre, on apprend maintes vérités interdites. Par exemple, qu'à Blois (Loir-et-Cher) un tiers des jeunes sont d'origine étrangère. Qu'à Grigny (Essonne) 31 % des jeunes sont noirs. Qu'à Montfermeil (93) 60 % des enfants sont maghrébins, noirs ou turcs. Heureusement pour M^{me} Tribalat, nous ne sommes plus au Moyen Âge, et loin d'être brûlée vive en place publique, elle est simplement forcée de travailler chez elle, sans budget, sous les insultes des démographes aux ordres. Le criminologiste Xavier Raufer aime aussi la vérité. Dans *Valeurs Actuelles* (15 avril) il s'appuie sur trois rapports officiels ² pour fracasser la sociologie officielle, assénant « *qu'en France la vraie misère se trouve à la campagne* ». Alors, demande-t-il aux immigrationnistes, que vaut l'excuse de la

prétendue misère pour la criminalité des banlieues occupées ? La Creuse française est beaucoup plus pauvre que la Seine-Saint-Denis africaine ; et pourtant : « *Violences physiques crapuleuses : Seine-Saint-Denis, 8,3 % ; Creuse 0,1. Vols : Seine-Saint-Denis 48,5 % ; Creuse 7,6. Etc.* »

Hortefeux sociologue

Mais le plus ébouriffant de ces rebelles ès sciences sociales, n'est-ce pas le sociologue Brice Hortefeux ? Accessoirement ministre de l'Intérieur, il n'hésite pas, fin avril 2010, à débusquer soudain un (un !) polygame algéro-"français", doublé d'un escroc aux aides so-

ciales. Une certaine presse parle aussitôt de « 160 000 » parasites et escrocs semblables, pas trop pressés de payer nos retraites. Et notre presse patriotique pourrait se vanter de dénoncer cette délinquance dans le désert depuis des lustres, en la chiffrant un peu plus largement.

Il y a quelques années, ce sont plusieurs dizaines d'historiens des plus éminents qui se révoltaient contre la censure totalitaire de leur discipline, dans une série de pétitions retentissantes. On ne les entend plus. Il est bien naturel que le mensonge et la trahison se liguent pour bâillonner la science et la vérité. ■

Patrick Gofman

¹ Michèle Tribalat : *Les Yeux grands fermés - L'immigration en France* ; Denoël, mars 2010, 222 pages, 19 euros.

² *Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural*, rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales et du

Conseil général de l'Agriculture ; Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, rapport 2009-2010 ; Criminalité et délinquance enregistrées en 2009, rapport de l'Observatoire national de la Délinquance.

□ SEAE

Lutte d'influence en Europe

Le création du Service européen pour l'Action extérieure suscite des tensions au cœur du triangle institutionnel européen. Après s'être accordés entre eux, les gouvernements doivent compter avec le Parlement et la Commission...

Réunis en Conseil des ministres le 26 avril, les Vingt-sept ont dégagé une « orientation politique » sur un projet de décision instituant le Service européen pour l'Action extérieure (SEAE) - une innovation majeure du traité de Lisbonne.

La "parité" pour les ambassadeurs

« Cela n'a pas été facile », selon le témoignage du ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Ángel Moratinos, qui présidait la réunion. Celui-ci a confirmé la volonté des gouvernements de prendre en compte les équilibres géographiques, mais aussi l'égalité des sexes dans la nomination des chefs de délégation de l'UE. Cela rendra les désignations d'autant plus complexes... Les ministres sont également convenus d'un compromis, vraisemblablement entre "grands" et "petits" États, « permettant aux délégations communautaires d'offrir un service consulaire dans certaines limites et dans la mesure où ces services ne supposent pas de frais budgétaires supplémentaires ».

Cet accord informel ouvre la voie à la conclusion d'un arrangement entre les principales institutions de l'UE. En effet, l'organisation et le fonctionnement du SEAE sont fixées par le Conseil des ministres, qui statue sur proposition du Haut Représentant après consultation du Parlement européen et approbation de la Commission. Confrontée aux foudres des députés, M^{me} Catherine Ashton avait révisé son projet d'organigramme, en substituant au secrétaire général trois responsables placés, sous son autorité, sur un pied d'égalité. Cela suffira-t-il à satisfaire les parlementaires, qui partagent désormais avec le Conseil le pouvoir budgétaire ?

Les présidents des principaux groupes politiques ont confirmé qu'ils conditionneraient l'appro-



Le Parlement européen veut émanciper la diplomatie européenne de la tutelle des États membres.

bation du budget du service et de sa dotation en personnel à celle des projets de composition définitifs. Parmi les instigateurs de ce chantage figure l'UMP Joseph Daul. Preuve que, dans le cas présent, le tropisme fédéraliste inhérent au statut de parlementaire européen éclipsé les allégeances partisans. « Le Parlement tient particulièrement à ce que le SEAE soit un instrument entièrement européen et non un instrument intergouvernemental », souligne un communiqué.

Utopie fédéraliste

Le député Alain Lamassoure, président de la commission des budgets, ne veut pas d'un vingt-huitième service diplomatique s'ajoutant aux services des États membres. « Notre objectif doit être de remplacer les vingt-sept

autres services pour, d'ici vingt-trente ans, n'avoir qu'un seul service extérieur », a-t-il proclamé au cours d'un débat parlementaire.

Dans un entretien accordé à la fondation Robert Schuman (03/05/2010), Philippe Étienne, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne, dessine aux antipodes les contours du SEAE : « Il ne se substituera pas aux diplomaties nationales mais prendra en charge les tâches de la présidence tournante au titre de la Politique étrangère et de sécurité commune et permettra de développer une culture diplomatique commune en rassemblant en son sein des personnels venus des institutions européennes et des administrations nationales. » Michel Foucher, directeur de la formation à l'IHEDN, critique ouvertement l'at-

titude des parlementaires : « Ceci risque de retarder l'entrée en fonction du Service, qui ne devrait sans doute pas arriver avant l'automne », a-t-il confié à notre confrère Marek Kubista (*Euractiv*, 28/04/2010) « Le Parlement commet une erreur en estimant que des politiques communes pourraient être bâties en court-circuitant les États. C'est l'inverse : il faut faire converger des politiques nationales pour édifier des lignes de force d'intérêt collectif européen. [...] Je ne crois pas du tout qu'à Pékin, Washington ou Moscou, la vieille diplomatie soit complètement obsolète, bien au contraire. Les positions communes européennes ne peuvent exister que si les États, et particulièrement les grands, l'élaborent à partir de leurs positions nationales. » Dans les coulisses, les gouvernements devront compter, également, avec la Commission. C'est avec Catherine Day, son secrétaire général, que les discussions auraient été les plus difficiles jusqu'à maintenant, si l'on en croit un diplomate cité par Nicolas Gros-Verheyde (*Bruxelles 2*, 30/04/2010).

Barroso en embuscade

José Manuel Barroso entendrait se réserver certaines prérogatives. D'ailleurs, il manifesterait peu d'égards envers le Haut Représentant, par ailleurs vice-président de la Commission, et placé en tant que tel sous son autorité. « Ce sentiment se reflète dans le partage des tâches au quotidien », révèle notre confrère : « À la Haute Représentante [sic] de recevoir les ministres des affaires étrangères, au président de la Commission d'entretenir des relations avec les Premiers ministres ou présidents. Une sorte de répartition naturelle qui n'avait pas cours avec le premier Haut Représentant, Javier Solana ayant pris l'habitude de recevoir qui il voulait... et, surtout, de téléphoner à qui il voulait. » Dans ce contexte, le *Daily Telegraph* annonce la démission prochaine de M^{me} Ashton. De fait, tirailée entre plusieurs institutions, elles se trouve dans une position délicate, plongée au cœur de rivalités dont les différends idéologiques ne sont visiblement qu'un paravent. ■

Grégoire Dubost

Un gouvernement économique ?



À l'issue d'une rencontre avec le président de la Commission européenne, le chef de l'État a proclamé son accord avec Jose Manuel Barroso sur « l'importance d'une stratégie économique européenne ambitieuse basée sur

un véritable gouvernement économique ». L'expression se substitue peu à peu à celle de « gouvernance économique » dans la bouche des élites européennes - même en Allemagne ! Sans doute pour flatter des opinions publiques appréciant sa connotation plus politique, tout particulièrement en cette période de crise.

S'inspirant, plus ou moins, d'une proposition formulée par Édouard Balladur en février dernier, le Finlandais Olli Rehn, commissaire européen en charge des Affaires économiques et monétaires, a envisagé de « soumettre les projets budgétaires nationaux à un mécanisme de révision par les pairs », selon le résumé de Ma-

drid. Yves Daoudal, par exemple, a dénoncé « une nouvelle trouvaille de la dictature européenne ». Après avoir présidé les travaux menés avec ses homologues le 17 avril, le ministre espagnol de l'Économie, M^{me} Elena Salgado, a assuré que Bruxelles ne se substituerait pas aux autorités nationales : « Il est hors de question [...] de voter (les budgets) dans des organes différents des parlements nationaux », a-t-elle déclaré. Selon M. Rehn, il s'agirait en fait de créer un « semestre européen pour la conception de politiques économiques », entre janvier et juillet. Ainsi Bruxelles serait-il informé dès le printemps, pour l'année suivante,

des grandes lignes des budgets de chaque État membre.

Quoi qu'il en soit, en l'absence d'une convergence politique, alors que Paris privilégie la consommation tandis que Berlin promeut ses exportations, on voit mal comment pourrait émerger, à court terme, un véritable "gouvernement" économique. Mais peut-être quelques artifices européens aideront-ils les gouvernements (évidemment nationaux, c'est presque un pléonasse...) à s'émanciper de la pression des urnes : ainsi pourraient-ils imputer à Bruxelles la responsabilité d'une rigueur budgétaire impopulaire qu'ils n'ont pas le courage d'assumer. ■ G.D.

» GASPILLAGE

Alors que des cendres volcaniques clouaient les avions au sol, le Parlement européen s'est obstiné à organiser une session plénière à Strasbourg. Il s'est vanté d'avoir réuni 408 députés sur 736 le soir du 19 avril. Lesquels se sont déplacés pour rien, ou presque - ainsi que moult fonctionnaires faisant la navette avec Bruxelles. La représentation des États membres étant biaisée, il était difficile de procéder à un vote sans l'exposer à la menace d'une annulation.

» OPTIMISME

Les Vingt-sept sont convenus de développer un programme censé faciliter la mobilité professionnelle des jeunes Européens. Cela « pour réduire de moitié le chômage de ce groupe de population », selon la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne. Cet optimisme s'expliquerait-il par une erreur de traduction ?

» SOUVERAINISME

Les représentants des Vingt-sept ont souligné leurs prérogatives à plusieurs reprises dans les conclusions des réunions du Conseil des ministres adoptées ces dernières semaines. Ainsi ont-ils rappelé que « la responsabilité première en matière de lutte contre le terrorisme incombe aux États membres », privilégiant une coopération « sur une base volontaire et informelle ».

» INSTITUTIONS

La mise en œuvre du traité de Lisbonne offre au Parlement européen de multiples occasions de renforcer ses prérogatives. S'exprimant sur la réforme de la "comitologie" (une procédure de révision simplifiée des textes européens), il s'est dit « résolument opposé à toute consultation formelle des experts nationaux qui aurait pour effet de créer un "mécanisme de contrôle" sur la Commission ». La conférence des présidents de groupe réclame, par ailleurs, que soit reportée l'adoption de la nouvelle stratégie européenne pour la croissance et l'emploi. Cela « afin de donner le temps [aux députés] d'analyser correctement les propositions ». La commission du contrôle budgétaire entend par ailleurs refuser au Conseil des ministres la décharge pour 2008 (procédure par laquelle le Parlement clôture un exercice budgétaire, vérifiant si les fonds ont été correctement gérés). Signalons enfin que l'assemblée a ouvert un bureau au Congrès américain...

BELGIQUE

Le coup de force des libéraux

L'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde demeure une pomme de discorde. Mais la mainmise annoncée des démocrates-chrétiens sur la présidence belge du Conseil de l'UE n'est pas étrangère au rebondissement de la crise.

Ce pays a-t-il encore un sens ? C'est le titre d'un éditorial du *Soir* qui barrait toute la première page. On a vu *La Dernière Heure* paraître en berne en ayant fait de sa une une toile de Soulage. Les Belges s'en iront aux urnes. Les nationalistes flamands en sortiront-ils renforcés au point de pouvoir bloquer les institutions ? Ils y songent, le disent et le prédisent.

Dissection en cours

En vivant cette nouvelle crise, une image nous vient à l'esprit. Plutôt un tableau. Celui, admirable, de Rembrandt exposé au Mauritshuis à La Haye : la *Leçon d'anatomie du docteur Tulp*. Ne pourrait-on imaginer, à la place du malheureux sur la table de dissection, une Belgique trépassée pour avoir été livrée aux soins des docteurs Diafoirous de la politique ? Efforçons-nous de décrypter de manière aussi synthétique que possible les raisons, les unes profondes, les autres circonstancielles, de la crise.

Au cœur du problème gisent deux conceptions philosophiques qui s'affrontent. Les Flamands tiennent pour le droit du sol, les francophones pour celui des gens. En 1932 fut instauré l'unilinguisme des régions. Qui vit en Flandre est tenu de s'exprimer en flamand dans la vie publique, qui vit en Wallonie le fait en français, sans oublier les germanophones des cantons de l'Est. L'usage des deux langues, le français et le flamand vaut à Bruxelles¹.

Un flou relatif subsistait, d'où la fixation en 1962 de la frontière linguistique et l'abolition du volet linguistique du recensement. Depuis, il n'est plus possible de savoir combien de francophones résident en Flandre et *vice versa* en Wallonie. C'était une exigence flamande. Bruxelles comprendra



Alors qu'aucune solution ne se dessinait dans le dossier BHV, Alexander De Croo a amené son parti à se retirer de la coalition au pouvoir.

dix-neuf communes de statut bilingue. C'était une consécration par la loi, rendue plus inflexible, de l'unilinguisme des nations. Mais c'est là où le bât blesse pour les Flamands, avec une anomalie, BHV, l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde.

L'imbroglio de BHV

Dans un même arrondissement on trouve dix-neuf communes bruxelloises bilingues, six communes à majorité francophone dites à facilités et vingt-neuf communes où résident des minorités francophones. À l'exception des dix-neuf communes bruxelloises, toutes les autres sont en territoire flamand. Elles sont donc, aux yeux de la Flandre, assujetties à la territorialité et au droit du sol. Reste, qu'en vertu du compromis de 1962,

un francophone qui y réside peut, s'il le souhaite, disposer d'écoles francophones, être jugé dans sa langue et voter pour des candidats francophones. Au fil des ans, cette situation, mal admise en Flandre, est devenue intolérable. L'homogénéité linguistique doit être parachevée et absolue. Voilà pour la toile de fond. Venons en aux péripéties.

Lorsque le dernier gouvernement Leterme naquit au forceps, le roi joua le rôle d'accoucheur, et les responsabilités furent scindées. Yves Leterme fut flanqué de Jean-Luc Dehaene, Premier ministre *in partibus* chargé du dossier BHV. En toute discrétion il s'y consacra et... échoua. On arriva à la veille de l'échéance prévue où le parlement, en l'occurrence la Chambre, devait se prononcer. Et voici que le coup partit d'où on

ne l'attendait pas.

Nous sommes un mardi soir. Le vote est prévu pour jeudi. Dehaene, excédé par de nouvelles propositions francophones, jette le dossier sur la table, à Yves Leterme de s'en saisir... Les libéraux flamands refusent l'impasse et quittent le gouvernement. L'apprenti sorcier s'appelle Alexander De Croo, le fils du dernier "belgicain", et monarchiste, Herman De Croo un monument de la politique belge. Mais Alexander, jeune cadre dynamique, devenu président du parti en décembre, veut s'affirmer. Formé dans une entreprise américaine, il a la culture du résultat. De plus, il ne veut pas - pas plus que son parti - que la présidence belge de l'Union européenne tourne à la gloire des démocrates-chrétiens flamands.

Touche pas à mon roi !

Il faut avouer que ces derniers se sont montrés bien peu psychologues. Pascal distingue l'esprit de géométrie de l'esprit de finesse. La finesse leur a fait défaut. Avec Herman Van Rompuy à la présidence du Conseil européen, Yves Leterme comme Premier ministre, Steven Vanackere aux Affaires étrangères, Pieter De Crem à la Défense, les meilleurs diplomates placés dans les cabinets, cela équivalait à une véritable OPA démocrate-chrétienne flamande sur la présidence belge. D'où le coup de force, ou ce qui est pris pour tel, des libéraux flamands. Avec pour conséquence qu'un des partis les moins nationalistes provoque une crise de régime.

Seul point positif, le revirement des partis francophones à l'égard des pouvoirs royaux. Ils voulaient les raboter, les réduire à la mesure d'une peau de chagrin. C'était avant la crise. Désormais, tous en cœur, ils clament : « *Pas question de toucher au pouvoir royal !* » Yves Leterme a promis : aucun article de la Constitution s'y rapportant ne sera soumis à révision après les élections. « *Vive le roi, quand même.* »

Charles-Henri Brignac

¹ À l'époque, les Wallons refusèrent le bilinguisme. Ce fut une erreur historique.

Un nouveau roi en Europe

Le site du *Salon Beige* n'a pas souvent l'occasion d'annoncer des nouvelles réjouissantes. Voici qu'il nous apprend que l'Europe compte un monarque de plus depuis le 25 avril : Marcello I^{er}, prince de Seborga, trente et un ans, a été élu par la population de son village (360 habitants) pour succéder à Giorgio I^{er}, décédé en novembre 2009.

La nouvelle n'a rien de fantaisiste : cette principauté électorale située dans la petite région italienne de Ligurie, non loin de Nice et de Monaco, vit surtout de tourisme. État souverain depuis 954 (gouverné par les abbés de Lérins), principauté depuis 1079, jalouse de son indépendance depuis le temps du Saint Empire romain germanique, dotée d'une monnaie propre dès 1630, acquise comme protectorat par Victor-Amédée II, prince de Piémont, duc de Savoie, en 1729, Seborga ne voulut pas reconnaître ce protectorat, ce qui explique que son nom ne figure plus dans les traités après 1740. Intégrée au comté de Nice, puis sous la Révolution au district de Menton, puis absorbée par la république de Gênes en 1815, elle n'a jamais reconnu appartenir à l'Italie unifiée par les Savoie.

En 1963, par 304 voix contre 4, elle a décidé de se faire reconnaître à nouveau comme une monarchie princière. Elle possède ses timbres, son drapeau (une croix blanche sur fond bleu), son hymne.

« *Je veux créer de nouvelles infrastructures et travailler pour mon peuple* », a déclaré le monarque après son élection. Il a aussi annoncé qu'il poursuivrait le combat pour l'indépendance de la principauté.

Pour en savoir plus voir le site officiel de la principauté de Seborga : www.seborga.ho-meip.net/Seborga_fr.html

DANEMARK

Être reine aujourd'hui



SM la reine Margrethe II de Danemark a fêté son soixante-dixième anniversaire le 16 avril. La liesse populaire a accompagné quatre jours durant les fastes

royaux en présence de toutes les cours d'Europe du Nord. À son avènement en 1972, les républicains au Danemark étaient aussi nombreux que les royalistes ; aujourd'hui, après trente-huit années de règne, la souveraine a accru la popularité de la monarchie de 30 %. L'institution ne se démode donc pas...

Cette grande dame toujours avenante, passionnée d'art, de littérature et d'archéologie, a accordé un entretien à *Point de Vue* du 21 avril. Elle y explique très simplement que « *dans un monde globalisé, les spécificités d'un pays sont précieuses* » et que, sans être un acteur de la vie politique, elle participe activement à la vie constitutionnelle du pays. Car, pour elle, « *le point commun de toutes les monarchies, c'est que*

le roi ou la reine incarne son pays. En tant que souverain vous avez grandi dans ce pays, son histoire fait partie de votre vie. Vous avez grandi dans une famille qui a toujours eu conscience de votre destin. Cela vous est inculqué presque avec le lait de votre mère. »

L'identité danoise

Que la famille royale soit souvent multinationale n'y change rien : « *Les conjoints venus d'ailleurs ne font plus qu'un avec le pays qu'ils épousent. Et ils élèvent leurs enfants dans le respect des traditions de ce pays. Il le faut, et c'est possible.* » La reine et le prince consort Henri de Laborde de Montpezat ont en effet deux fils : Frédéric a épousé une Australienne, dont il a un fils Chris-

tian, le futur héritier, et une fille Isabelle. Le cadet, Joachim, a eu deux garçons d'une première femme sino-autrichienne et un autre garçon de sa nouvelle épouse, une Française.

La reine Margrethe ajoute qu'elle n'a aucunement l'intention d'abdiquer : « *On est souverain à vie. C'est ainsi depuis le début de la monarchie et je pense que c'est ainsi que cela doit être. La continuité a ses qualités.* »

Incarné par une famille, le Danemark court peu de risques de perdre son identité. Les Danois ont commencé par refuser le traité de Maëstricht, et toujours refusé l'euro, et ils ne prennent de l'Union européenne que ce qui sert leurs intérêts à tel moment donné... Nous pouvons les envier. ■ M.F.

» NUCLÉAIRE

Le Premier ministre finlandais, Matti Vanhanen, a annoncé le 21 avril que son gouvernement projetait de faire construire deux nouveaux réacteurs nucléaires. L'aval du parlement devrait être obtenu d'ici la fin de l'année. Cela « *permettra à la Finlande d'être à 100 % autosuffisante en électricité* », a annoncé le ministre des Finances, Jyrki Katainen. La France y trouvera quelque opportunité. En effet, le groupe Areva partirait favori pour remporter l'appel d'offres. (www.robert-schuman.eu, 26/04/2010)

ROYAUME-UNI

Les Tories et la Défense

Les circonstances encouragent le renforcement de la coopération franco-britannique en matière de défense. Outre-Manche, les conservateurs y seraient même très favorables. En premier lieu dans le domaine nucléaire.

Les Britanniques étaient appelés aux urnes le jeudi 6 mai. À quelques jours du scrutin, les conservateurs semblaient toujours en passe de l'emporter. Une victoire de David Cameron, eurosceptique notoire, affectera peut-être la marche de l'UE... La défense est un autre terrain ouvert à la prospective. Le 21 avril, Malcolm Rifkind a exposé les conceptions des Tories en la matière. Notre confrère Nicolas Gros-Verheyde a rapporté les grandes lignes de son intervention dès le lendemain.

Avec la France

Aux yeux des conservateurs, le terrorisme serait, sans surprise, la première menace pesant sur le Royaume-Uni. Mais garantir la liberté du commerce serait une autre préoccupation essentielle. Sir Rifkind exclut de réduire le budget de la défense britannique. Toutefois, son parti entend s'attaquer « aux coûts opérationnels du ministère », qui seraient supérieurs de 20 % environ à ceux observés dans les pays comparables, comme la France et l'Allemagne.

Il juge les coopérations bilatérales importantes « non seulement pour des raisons politiques mais pour



En dépit de l'entente cordiale, les missiles Trident de la Royal Navy demeurent cachés aux marins français.

résoudre les coûts ». « Le mot coopération européenne peut provoquer des réactions émotionnelles chez certains d'entre nous », a-t-il reconnu. Les opérations lui sembleraient néan-

moins utiles et nécessaires, « particulièrement avec la France ». Outre la passation de marchés, la dissuasion nucléaire pourrait faire l'objet d'une collaboration entre Londres et Paris. En effet, sou-

ligne Malcolm Rifkind, « nous sommes les seuls au niveau européen (avec la Russie) à avoir l'arme nucléaire. Nous sommes proches. Et nous ne constituons pas une menace (envers l'autre). »

Coopération nucléaire

En mars dernier, le *Guardian* avait prêté à la France la volonté de partager les patrouilles sous-marines avec son allié. Proposition a priori irréaliste, choquante à certains égards. Cela dit, dès lors qu'on juge inexistantes les menaces nécessitant d'agir à moyen terme l'épouvantail atomique, on pourra donner la priorité au maintien du savoir-faire, quitte à sacrifier la permanence à la mer... Pour l'heure, en tout cas, « les marins français n'ont toujours pas le droit de pénétrer dans la partie arrière des SNLE [sous-marins nucléaires lanceurs d'engins] de la Royal Navy, là où sont les missiles Trident américains ». Comme le rappelait Jean-Dominique Merchet le 26 avril, la relation "spéciale" unissant Albion à Washington ne va pas sans une certaine exclusivité...

Néanmoins, poursuit notre confrère, « on se parle » d'un côté et l'autre de la Manche. Cela afin de dissiper le risque d'une nouvelle collision entre deux sous-marins. Et sans doute, plus discrètement, pour préparer le renouvellement des SNLE à l'horizon 2030. De façon plus confidentielle encore, une coopération sur les têtes nucléaires ne serait pas exclue - « en particulier grâce aux moyens français de simulation ». Sans doute Paris a-t-il une carte à jouer. ■

Grégoire Dubost

» LE PAPE ET LA CRISE

« La crise financière mondiale a démontré la fragilité du système économique actuel et des institutions qui lui sont liées », a déclaré le 30 avril le pape Benoît XVI aux participants de la XVI^e session plénière de l'Académie pontificale des sciences sociales. Cette crise, a-t-il ajouté, « a montré l'erreur qui consiste à penser que le marché est capable de s'autoréguler, sans intervention publique et sans références morales internationales ». Pour le pape, cette opinion « est fondée sur une conception réductrice de la vie économique comme une sorte de mécanisme autorégulé alimenté par l'intérêt individuel et la recherche du profit. En tant que telle, elle laisse de côté la nature éthique de l'économie qui est une activité "de" et "pour" les hommes. »

Paroles à méditer au moment où la Grèce vit amèrement les conséquences d'un libéralisme débridé...

» ÉCOLES LIBRES...

Le cardinal Antonio Cañizares Llovera, préfet de la congrégation pour le culte divin et la discipline des sacrements, ouvrira dimanche 2 mai le 3^e congrès international de l'enseignement et de l'éducation catholique à l'université de Valence (Espagne). Il n'a pas mâché ses mots si l'on en croit Jeanne Smits.

Pour lui l'école catholique ne peut aujourd'hui qu'être « à contre-courant » car les gens « ne savent plus ce qui est moralement bon et moralement licite ». Or, « le monde a besoin d'un changement décisif, sans lequel il n'a pas d'avenir ». Les écoles catholiques n'ont manifestement pas su mettre cela en évidence, « raison pour laquelle il n'y a pas de répercussion devant tout ce qui se passe dans notre société ».

Et d'ajouter : « On ne peut pas éduquer au sein d'une société qui admet l'avortement », dont les lois vont contre la famille et qui diffuse par la télévision « une vision de l'homme totalement contraire à la personne humaine ».

Le cardinal a invité les maîtres à ne pas seulement enseigner, mais à être des témoins cohérents pour pouvoir évangéliser, sachant qu'« au centre de la conception chrétienne de l'école catholique se trouve le Christ et son message de Rédemption ». C'est pourquoi, a insisté le cardinal les écoles catholiques doivent être « libres et révolutionnaires ».

C'est toujours le problème, plus douloureux que jamais en France, de savoir : des écoles libres pour quoi faire ?

HONGRIE

Un basculement spectaculaire

La presse en a peu parlé, et pour cause. La Hongrie a basculé à droite, après huit ans de règne des socialistes, pratiquement les anciens communistes convertis comme dans tant d'autres pays à l'europhisme, à l'atlantisme et au libre-échange sauvage. Cela de manière spectaculaire.

En deux tours de scrutin, le parti de Viktor Orban, quarante-six ans, Fidesz (Fédération des jeunes démocrates), a obtenu la majorité absolue au Parlement (206 des

386 sièges). Mais il remporte aussi les deux tiers des élus, majorité nécessaire pour réformer l'État, réviser la Constitution et stabiliser le pays. Son programme : « l'unité, l'ordre et la sécurité » est ce dont le pays a besoin. On le croit capable de le réaliser. Souhaitons-lui bonne chance et bonne route. Et observons la suite des événements.

En Autriche aussi...

Une autre fait marquant de ce scrutin est l'entrée massive dans le Parlement (7 % des suffrages) d'une formation qualifiée d'extrême droite, au discours xénophobe. Elle fait presque jeu égal

avec la gauche ! Viktor Orban semble vouloir utiliser ses élus comme rempart, comme argument. Cela serait astucieux. Pratiquement, au même moment, l'Autriche élisait son président. Le candidat social-démocrate modéré et consensuel a été élu avec plus de 72 % des voix. C'était attendu. Mais l'"extrême droite", elle aussi xénophobe et tenant un discours aux accents nazis, a frôlé le tiers des voix. C'était moins attendu, et cela inquiète beaucoup la majorité des Autrichiens, voire les pays voisins.

Décidément, en Europe centrale, quelque chose est en train de bouger. Il faudra y être particulièrement attentif. ■ P.N.



U, ne affiche de campagne en Hongrie

Découverte

macabre à Zurich

Des plongeurs qui cherchaient à retrouver le pare-soleil d'un bateau tombé dans le lac de Zurich a fait une bien curieuse découverte. Il ont repéré un tas d'urnes de couleur orange rouille. Treize ont été repêchées et remises à la police. Elles contenaient des cendres humaines. Et il y en aurait beaucoup d'autres.

La dispersion commerciale de cendres humaines dans le lac, sans

octroi d'une concession, serait passible d'une amende de 50 000 francs suisses (environ 30 000 euros). L'Office cantonal des déchets, de l'eau et de l'énergie a déposé plainte contre X pour atteinte à la paix des morts.

Des soupçons se sont vite portés sur l'association Dignitas qui participe à l'aide au suicide assisté dans la région, et va chercher ses clients principalement en France. Elle est dans le collimateur des autorités helvétiques en raison des conditions crapuleuses dans lesquelles est effectuée l'élimination des touristes de la mort.

En effet les personnes habitant aux endroits où se déroulaient les suicides assistés étaient dérangées par le va-et-vient des cercueils et les cris des agonisants. Chassés d'une place à une autre, les commanditaires de Dignitas en étaient venus à pratiquer leurs assassinats en forêt ou dans des parkings, en entourant la tête du volontaire dans un sac en plastique et en l'asphyxiant à l'hélium, façon Khmers rouges.

Le parlement de Zurich doit voter bientôt une loi interdisant le suicide assisté d'étrangers sur son territoire et le limitant aux seules

personnes atteintes de maladies graves... Ces horreurs n'empêchent pas un certain nombre de groupes de pression français de lutter en faveur de l'euthanasie et de la création de "maisons de la mort" telles qu'Aldous Huxley les décrit. L'aide au suicide est une infraction pénale lourde qui apparemment n'est plus beaucoup poursuivie dans notre pays. ■

Docteur Jean-Pierre Dickès
Président de l'Association catholique des infirmières, médecins et professionnels de santé
www.acimps.org

IRAK

Des élections sans résultats

Deux mois après le scrutin, les élections législatives sont demeurées sans issue en Irak. Le suspense est entretenu sur fond de rivalités politiques. Notamment entre Washington et Téhéran.

Deux mois après les élections législatives en Irak, bien que le scrutin fût validé par la commission de contrôle et accepté dans l'ensemble par les observateurs internationaux, les résultats n'en sont pas officiellement proclamés. Plusieurs plaintes pour fraude ont été déposées par les partisans du Premier ministre Nouri al-Maliki, entraînant une interminable opération de comptage et recomptage des bulletins.

Allaoui en tête

C'est pourtant son gouvernement qui organisa le scrutin. Mais la formation laïque de son rival, Iyad Allaoui, était arrivée en tête de deux sièges, et c'est à ce dernier que revenait, en théorie il est vrai, la mission de former une coalition et le cabinet.

En fait, derrière les arguties, il y a des calculs politiques : Washington, qui s'est engagé à retirer l'essentiel de ses troupes et d'en regrouper une petite partie sur quelques bases militaires, ne cache pas sa préférence pour Allaoui, lequel voudrait réintégrer dans la vie politique les sunnites, les chrétiens et surtout les anciens membres du parti Baas de Saddam Hussein, et prendre



Le désespoir gagne les Irakiens, Kurdes exceptés.

quelques distances avec la République islamique d'Iran. À Téhéran, personne ne veut de lui. Il est présenté comme l'homme de Washington. Mais une grande partie des ayatollahs sont également hostiles à Maliki, que l'on juge « tiède », autrement dit pas suffisamment obéissant. L'islamiste radical Moqtada al-Sadr est « réfugié » à Qom. Il dispose d'une quarantaine de députés

dans le futur parlement et rêve, avec l'appui de certains éléments iraniens, d'un État chiite, au moins d'un réduit chiite comprenant le Sud de l'Irak, région regorgeant de pétrole, et les lieux saints. Il menace ouvertement de réactiver ses milices et de rentrer au pays. Ce serait une vraie guerre civile interreligieuse, cauchemar des Américains... et des Irakiens.

Le grand ayatollah Sistani, d'origine iranienne, numéro un de la hiérarchie chiite non seulement en Irak mais dans l'ensemble de la sphère chiite, œuvre pour l'unité du pays et se méfie des vrais ou faux ayatollahs de Téhéran. Les Kurdes sont quasi indépendants dans leur région, mais inquiets du sort des deux grandes villes de Kirkouk et de Mossoul, situées dans leur giron théorique où ils sont toutefois minoritaires. Ils observent la situation. Ils tiennent à conserver la sécurité et la prospérité de leur région et savent que, le moment venu, leurs députés joueront les faiseurs de roi entre les factions rivales à Bagdad.

Nostalgie...

Situation complexe. Une fois de plus, l'Irak, où les attentats se multiplient et ne se comptent plus, semble au bord de l'implosion. Washington paraît impuissant, et les Irakiens, Kurdes exceptés, sont désespérés. En fait le pays est pris en otage par les puissances extérieures : les États-Unis, l'Iran, les pétro-monarchies du Golfe persique inquiètes du désordre à leurs frontières et des intrigues incessantes de Téhéran. On ne s'étonnera pas que, pour une minorité d'Irakiens, l'époque de Saddam semble comme un âge d'or, malgré toutes les fautes commises par son régime et lui-même. Étrange situation : sa tombe, transformée en véritable mausolée, ne désemplit pas de « pèlerins » venus lui rendre hommage. Ironie du sort, aspect peut-être anecdotique de la situation... ■

Pascal Nari

L'exemple des chrétiens d'Irak

Alors que toute une campagne de violences et de meurtres frappe les chrétiens d'Irak, victimes collatérales de l'agression américaine de 2003, ainsi que des conflits entre Arabes et Kurdes, tous ne se laissent pas intimider. Au lieu de partir comme s'y sont déjà résolus près de 300 000

d'entre eux, ceux des régions du Nord du pays entendent défier les extrémistes. La Croix (27 avril) nous apprend qu'ils ont érigé dans la ville de Hamdaniya (45 000 habitants, la plupart catholiques syriaques) une grande statue du Christ rédempteur, œuvre de deux gardes de sécurité, aidés de vingt volontaires, modeste réplique (bien que de quatre mètres de haut !) du Christ du mont du Corcovado à Rio de Janeiro (qui, lui, atteint trente-huit mètres).

« En érigeant une statue de Jésus les bras ouverts, nous voulons lancer un message de paix et de coexistence à tous les Irakiens », affirme Bachar Girgis Habbache, coordinateur pour les affaires chrétiennes de la ville. « Nous avons toujours tenté de vivre de manière pacifique avec tous, même ceux qui nous ont menacés. »

La statue peinte en blanc, prévue pour durer au moins trente ans, sera restaurée chaque année. « Il

s'agit d'une œuvre minime comparée à tout ce que les chrétiens ont fait pour l'Irak depuis des siècles et si cette statue est amovible, l'histoire des chrétiens dans ce pays ne peut pas être effacée. Nous sommes dépositaires d'une longue histoire et sommes loyaux à notre pays. »

Bel exemple donné au monde par ces chrétiens pétris de foi ancestrale et solide qui, du sein même de leurs souffrances, puisent l'ardeur et l'espérance. ■ M.F.

Le roi fait défaut en Thaïlande



La Thaïlande semble au bord de la guerre civile entre les partisans de l'ancien Premier ministre Taskin Shinawatra - les « chemises

rouges » - qui réclament son retour au pays et l'organisation de nouvelles élections législatives, et ses adversaires - les « chemises jaunes ». Le Premier ministre en fonction Abhisit Vejjajiva, retranché dans un camp militaire de la banlieue de la capitale, ne semble à même ni de négocier avec les « chemises rouges », ni de ramener le calme.

Rouges et jaunes, tous sont royalistes

Les « chemises rouges » se disent royalistes. Elles le sont à coup sûr. Mais les « chemises jaunes » le sont aussi, et personne ne le conteste. En fait, en Thaïlande, la personne du Roi est sacrée, incontestée, et sa fonction vénérée. Le pays tra-

verse régulièrement ce genre de conflit. À chaque reprise, l'intervention du roi, directe ou indirecte, a permis de sortir de l'impasse. L'armée lui reste totalement fidèle. Hélas, actuellement âgé de quatre-vingt-deux ans, il est malade ; hospitalisé depuis des mois, il n'est pas, apparemment, en mesure d'agir. Il n'y a plus d'arbitre. L'absence du roi se fait sentir.

Son fils, plus préoccupé, dit-on, par ses distractions diurnes et nocturnes, peu attiré par les affaires de l'État, fuyant surtout les charges royales et leur pesanteur, n'est pas aimé des Thaïlandais. Une légende court dans le petit peuple : aucune dynastie n'a survécu au « neuvième roi ». Or l'actuel est le neuvième de sa lignée. Elle est le problème, typiquement

thaïlandais, de ce pays puissant et prospère, tellement envié dans la région, mais à la situation aujourd'hui si précaire.

L'armée va-t-elle intervenir ?

Si la crise perdure, les deux camps continuant à s'affronter, aucune issue ne se dessinant en l'absence de l'arbitrage du souverain, l'armée va-t-elle intervenir ? C'est le scénario envisagé, plausible. Seulement l'armée, par le passé, est toujours entrée en action avec la bénédiction royale. Ses chefs pourront-ils franchir le Rubicon ? Le roi sera-t-il en mesure de faire un geste salvateur ? Telles sont les questions qui se posent au moment où nous écrivons. ■ P.N.

» ARCHÉOLOGIE

Les fouilles archéologiques françaises ont repris en Irak le 20 avril. À cette occasion, le Quai d'Orsay a souligné « l'originalité du dispositif français de missions archéologiques et de recherche à l'étranger », lesquelles « fonctionnent en étroite partenariat avec les acteurs locaux ». Il doit leur consacrer 2,8 millions d'euros au cours de l'année 2010.

» BAVURE

Quatre garçons, âges de dix à quinze ans, ont été tués en Afghanistan par des militaires français. Selon les conclusions de l'enquête officielle, les règles de l'ouverture du feu auraient bien été respectées. Accroupis sous un arbre, les jeunes victimes sont demeurées invisibles tout au long de l'accrochage avec un groupe de sept insurgés, alors qu'aucune présence de civils n'avait été repérée pendant une heure durant. « À notre connaissance, c'est la première fois qu'un tel événement se produit pour les militaires français », a souligné l'amiral Prazuck, porte-parole de l'état-major des armées. (Secret Défense, 29/04/2010)

» EXPLOSIFS

L'Agence européenne de Défense va s'aventurer sur le théâtre afghan. Réunis à Luxembourg le 26 avril, les ministres de la Défense de l'Union européenne sont convenus de déployer un laboratoire d'analyse dont les travaux contribueront à lutter contre les engins explosifs improvisés (IED). « Assurément, cela vient combler un vide sur le terrain », a affirmé Alexander Weis, le directeur de l'Agence. Les opérations devraient débuter en juin 2011, avec la France comme nation-cadre. Paris soutiendrait vivement cette initiative : « Cela permet de faire financer par l'Europe un projet national », commente Nicolas Gros-Verheyde (Bruxelles 2, 26/04/2010).

» TÊMÉRITÉ

Le BCR Somme (bâtiment de ravitaillement et de commandement) a été attaqué par des pirates dans la nuit du 19 au 20 avril. C'est la seconde fois qu'il doit repousser de tels assaillants (Bruxelles 2, 22/04/2010). Lesquels sont téméraires : ce navire abrite actuellement le plus haut commandement militaire français basé en permanence à la mer (l'amiral commandant la zone maritime de l'océan Indien, ou "Alindien"). Un poste dont Jean-Dominique Merchet annonce toutefois le transfert à terre, sur la base navale d'Abou Dabi (Secret Défense, 10/04/2010).

□ CETTE ANNÉE-LÀ : 1539

L'honneur de parler français

François 1^{er} signe au mois d'août, dans le château de Villers-Cotterêts, une ordonnance capitale pour l'unité française et l'avenir de notre langue. Un texte de 192 articles portant « sur le fait de la justice, police, finances ».

Cette année-là, la vingt-quatrième de son règne, François 1^{er}, quarante-cinq ans, signait au mois d'août une ordonnance capitale tant pour l'unité française que pour l'avenir de notre langue. Il est important de noter que cet acte de grande et sage politique eut lieu dans le château de Villers-Cotterêts, l'une de ses résidences de chasse préférées, au cœur de son comté de Valois. Il s'était attelé à rendre en quelques années à ce monument sa splendeur de jadis avec autant d'ardeur qu'il mettait à parachever la construction politique de la France.

Monarchie tempérée

S'entourant des principaux juristes de son temps, François 1^{er} accomplissait depuis déjà de longues années une œuvre législative remarquable qui témoignait, écrit Georges Bordonove, « de son esprit novateur, mais aussi de sa connaissance des besoins de ses sujets et de l'état de l'opinion », reflet d'« une monarchie certes absolue mais tempérée par le bon sens ».

L'ordonnance sur la langue française ne fut pas dictée au roi par un emballement soudain ; elle s'inscrivait dans toute une suite de décisions prises depuis au moins le XIII^e siècle tendant à imposer la langue romane française (considérée traditionnellement comme apparue en 842 avec les Serments de Strasbourg entre les petits-fils de Charlemagne) en lieu et place du latin de moins en moins et de plus en plus mal parlé par le commun des Français. Déjà Charles VII en 1454 avait demandé que les traditions orales fussent rédigées dans les langues mater-



nelles, puis Charles VIII en 1490 (ordonnance de Moulins) en avait demandé autant pour les procès verbaux, et Louis XII en 1510 (ordonnance de Lyon) avait ordonné que les actes de justice fussent tous écrits dans la langue du peuple. Jusqu'alors les parlers locaux, d'oïl et d'oc, restaient sur le même plan que le français.

Les bases de l'état-civil

François 1^{er}, avec l'aide du chancelier Guillaume Poyet, voulut que le français, qui avait déjà acquis par d'illustres écrivains de vraies lettres de noblesse, fût érigé en langue juridique, administrative et littéraire. L'ordonnance d'août 1539 portait « sur le fait de la justice, police, finances » et comportait 192 articles.

D'abord, elle jetait les bases de notre état-civil, obligeant les curés à consigner dans des registres

les déclarations de naissances et de baptêmes, avec le jour et l'heure, afin de « prouver le temps de majorité ou de minorité ». De même les décès devaient être consignés sans retard et avec exactitude, tandis que les donations devaient être enregistrées par les tribunaux. Tous ces écrits « enquêtes, contrats, commissions, sentences, testaments et tous les autres actes et exploits de justice ou de droit » devaient être « clers et entendifs » (clairs et compréhensibles) et obligatoirement rédigés « en langage maternel francoys et non autrement », donc uniquement en français.

Dans un autre ordre, l'ordonnance stipulait que les tribunaux ecclésiastiques (officialités) ne devaient juger les laïcs qu'en matière de spiritualité. Faut-il voir en cette volonté de parler officiellement français une manière

de renier les origines latines de la pensée française ? Point du tout. Le latin restait la langue officielle de l'Église, qui ne pourra jamais se séparer de ses racines romaines et dont le latin, hiératique et figé, est pour toujours la garantie indispensable de l'intégrité du dogme. En outre tous les lettrés français allaient encore fort longtemps et jusqu'à nos jours, étudier, voire parler entre eux la belle langue latine.

Le destin de la France

Premier royaume de l'Occident, la France se devait toutefois de s'affirmer avec ses richesses propres, qui lui venaient certes de Rome, mais aussi des Celtes, des Germains et de bien d'autres peuples brassés sur notre sol au cours d'une déjà longue histoire. Sous François 1^{er} s'épanouissait la Renaissance dont on a coutume de dire qu'elle redécouvrait la perfection des modèles antiques. Il n'en reste pas moins qu'en 1549 le délicieux poète Joachim du Bellay, dix ans après Villers-Cotterêts, allait manifester sa reconnaissance « à notre feu bon roi et père » François 1^{er} (mort deux ans plus tôt) dans sa célèbre *Défense et illustration de la langue française* ! Marie-Madeleine Martin, dans son *Histoire de l'unité française*, a fort bien défini l'attitude des hommes de ce temps : « Enivrés de l'ardeur de la Renaissance, attachés à la civilisation antique par tous les soins d'une étude inlassable et les émois d'un fidéisme ressuscité, ils ne cessent de proclamer leur foi dans la transcendance du destin civilisateur de leur pays : la France, reconnaissant dans la Grèce et Rome les sources les plus augustes de la civilisation occidentale est pourtant créée pour donner au monde un modèle égal en grandeur. »

Notre langue est justement, en ajoutant le bien dire au bien faire, l'expression de cette grandeur. Tout doit être entrepris pour en prendre la défense dans le monde actuel qui retourne à la barbarie ! ■

Michel Fromentoux

Le Trésor de l'Action française



Sous la direction de Pierre Pujo, avec Sarah Blanchonnet, Stéphane Blanchonnet, Grégoire Dubost, Michel Fromentoux, Vincent Galliere, Pierre Lafarge, Aristide Leucate, Alain Raison, Francis Venant.

Depuis qu'elle a été fondée en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Ils contiennent une abondante matière de réflexions qui permettent de comprendre non seulement l'histoire du XX^e siècle mais aussi les événements que nous vivons aujourd'hui.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française 2000* en 2004 et 2005. Tel quel, ce recueil d'articles permet de comprendre l'originalité de la pensée politique de l'Action française dont les années ont confirmé la solidité.

À travers les études publiées, le lecteur se familiarisera avec la pensée de Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugeois.

Les Français et le roi



Les Français se croient dans leur ensemble républicains, mais ils n'en restent pas moins curieux de ce que fut la monarchie et sentent toujours peser sur leur mémoire l'exécution de Louis XVI. Nos confrères de *Marianne* et de *L'Histoire* le savent bien et viennent de confectionner ensemble un numéro spécial intitulé *Les Français et le Roi*. Dès la première page, les auteurs écrivent que les

Français n'apprécient pas la République telle que l'incarne actuellement le « président à tout faire » Nicolas Sarkozy qui « compte pour rien la solennité de sa fonction dans la monarchie élective » héritée du général De Gaulle. Le drame n'est-il pas, répondrons-nous, que les Français ignorent ce que fut la vraie monarchie, qui n'avait pas besoin d'homme "providentiel", toujours décevant et laissant le déluge après lui..., parce que le roi incarnait, lui, tout simplement le passé, le présent, l'avenir de la communauté de destin sur laquelle il régnait en souverain, en père et en fédérateur ?

Cela apparaît plus ou moins dans les quelques soixante pages qui suivent. Les articles sont rédigés par des historiens sérieux, ne cachant pas le fort et le faible de nos quarante rois qui firent la France, même si, de Clovis à Henri V, comte de Chambord, la dimension

du sacré leur échappe parfois. Les pages sur Louis XIV sont assurément les plus méchantes et les plus discutables. L'ensemble laisse somme toute deviner que la monarchie, en dépit de réelles erreurs, n'a pas démerité.

Rencontre avec des royalistes

Puis les auteurs en viennent au « crépuscule des royalistes », non sans montrer le rôle éminent de Maurras et de l'Action française dans la restauration de l'idée monarchique, cette idée qui, selon eux, est aujourd'hui effacée. Ils n'en sont pas moins intéressés par l'actuelle « poignée de fidèles », puisqu'ils sont allés les visiter, donnant, entre autres, à notre rédacteur en chef l'occasion d'affirmer que *L'Action Française 2000* reste une vitrine indispensable et remarquée par les Français qui en ont assez de la situation de

campagne électorale permanente dans laquelle nous fait vivre la République. Et la reproduction de notre Une du 18 mars montre bien que s'il y a aujourd'hui crépuscule, c'est celui des urnes...

De son côté le prince Jean, duc de Vendôme, présente la monarchie comme « une espérance »,

parce qu'elle s'inscrit « dans la pérennité ». Un jour, les Français qui entendent le rester comprendront la force de ces paroles, plus vite sans doute que ne le croient les auteurs de ce plutôt sympathique numéro spécial. ■

✓ En kiosque, 6 euros.

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

- | | |
|---|--|
| 1. Premier abonnement France (un an) 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 65 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) 125 € | 7. Outre-mer (un an) 135 € |
| 4. Abonnement de six mois 70 € | 8. Étranger (un an) 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Tél. Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
 L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS
 CCP Paris 1 248 85 A

□ 150 ANS APRÈS

Nicolas Sarkozy en Savoie

Chantre de la "diversité", le président de la République a loué cette fois-ci les identités régionales. Cela à l'occasion d'un déplacement en Savoie, dont le chef de l'État célébrait le 150^e anniversaire du rattachement à la France.

Le président Sarkozy a effectué ce jeudi 22 avril un voyage au pas de course à Chambéry, ancienne capitale des ducs de Savoie, pour fêter le 150^e anniversaire du rattachement de ce duché à la France. On se demande pourquoi dans son élan il n'est pas descendu jusqu'à Nice, le comté qui fut également rattaché à la France en avril 1860...

Le rêve de Napoléon III

On ne peut parler d'annexion, puisque les Savoyards se sont librement donnés à la France par plébiscite (135 449 oui contre 235 non) ainsi que les Niçois (25 743 contre 160) ; on ne peut oublier toutefois que la pression des représentants français et l'absence de bulletins "non" dans certains bureaux de vote ont joué un rôle déterminant. Cela dit, nul n'a de raisons aujourd'hui, après une déjà riche histoire vécue ensemble, de douter de la sincérité de ces populations devenues françaises alors que l'Algérie, Mayotte, l'Indochine et de nombreux territoires d'outre-mer l'étaient déjà depuis quelques années... La France ne peut que se féliciter de compter dans sa géographie le soleil niçois et les splendides montagnes savoyardes d'où descendaient naguère vers Paris les sympathiques ramoneurs, avec dans le cœur la célèbre « étoile des neiges »...

Bien sûr l'histoire de ce rattachement reste liée à la calamiteuse politique étrangère de Napoléon III. Ce fanatique partisan du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", fût-ce au prix d'un chamboulement total de l'équilibre européen, s'était entendu le 21 juillet 1858 à Plombières (Vosges) avec le comte de Cavour, ministre de Victor-Emmanuel II, prince de Piémont, duc de Savoie et roi de Sardaigne, pour aider militairement ce dernier à libérer l'Italie de la tutelle de l'empereur d'Autriche François-Joseph. Victor-Emmanuel s'emparerait de la Lombardie, de la Vénétie, de l'Émilie et de la Romagne. Reste-



La façade Napoléon III du château des ducs de Savoie abrite le siège du Conseil général.

rait un royaume d'Italie centrale avec la Toscane et l'Ombrie, et un royaume du Sud aux mains des Bourbons-Sicile tant qu'un courant révolutionnaire ne les aurait pas encore renversés... En contrepartie Napoléon III demandait que le pape Pie IX, privé de sa souveraineté sur ses États, devînt le président d'une grande Confédération italienne (il fallait bien ménager en France les électeurs catholiques...). En outre le prince Jérôme Bonaparte, dit "Plon-Plon", cousin de l'empereur français, épouserait Clotilde, fille aînée de Victor-Emmanuel. Enfin Cavour céda sur un point : Nice et la Savoie se rattacheraient à la France.

On pouvait deviner que cet accord plein de sous-entendus allait créer mille difficultés. On s'en aperçut dès le commencement des hostilités en 1859. L'armée

française, il est vrai, se couvrit de gloire à Magenta (4 juin) et à Solferino (24 juin) et parvint non sans peine à faire reculer les Autrichiens, lesquels obtinrent aussitôt l'appui de la Prusse et de tous les États allemands, tandis que la Russie et l'Angleterre se réjouissaient de voir la France s'embourber. Il fallut vite signer l'armistice de Villafranca le 12 juillet par lequel nous abandonnions à leur sort les Piémontais au moment où des révolutions (spontanées ?) menaçaient Naples, Rome et le Saint-Siège. Citons Jacques Bainville : « *Ainsi la guerre contre l'Autriche pour affranchir la nationalité italienne tournait court et tournait mal. Elle avait exposé la France à un conflit européen. Elle avait déçu l'Italie elle-même, qui nous en voulut de l'avoir laissée incomplète et qui estima d'ailleurs que*

nous étions payés du service rendu par la cession de Nice et de la Savoie. » Napoléon III avait allumé des mèches, entre autres la question romaine, que le laïciste Victor-Emmanuel allait régler dix ans plus tard en spoliant le pape par la force, dramatique question qui ne trouverait sa solution qu'en 1929 entre Pie XI et Benito Mussolini (accords du Latran).

La chance d'être français

Nice et la Savoie ne devinrent pas françaises sans débat entre 1859 et 1860. À Nice les adversaires du rattachement furent assez lents à se laisser convaincre. En Savoie, il restait des partisans de la famille de Savoie, même des défenseurs du rattachement à la Suisse ! Des émissaires secrets durent parcourir le duché pour sonder et influencer les habitants.

Ces derniers comprirent vite que se rattacher à une France impériale, alors au sommet de sa prospérité, était une chance ; d'ailleurs les Savoyards avaient toujours entretenu des relations étroites avec leurs voisins (pensons à Joseph de Maistre...) ; de leur côté l'élite et le clergé catholique se détachaient déjà de l'administration piémontaise trop anticléricale. Et puis la maison de Savoie fondant son destin dans une aventure italienne pouvait-elle encore régner sur les Savoyards qui ne se sentaient nullement italiens ? En novembre Victor-Emmanuel accepta de plus ou moins bonne grâce que les populations fussent consultées par plébiscite, et dès le mois de mai, Napoléon III et l'impératrice Eugénie accomplissaient sur ces nouvelles terres françaises un voyage triomphal. Ajoutons que les héritiers des princes de Savoie devenus rois d'Italie en 1861 gardent encore aujourd'hui comme lieu de sépulture l'abbaye de Hautecombe au bord du lac du Bourget.

Diversité...

Cent cinquante ans après, Nicolas Sarkozy a pu célébrer à Chambéry, avec la patrouille de France et au son des *Allobroges*, la « *puissance assimilatrice de la Savoie qui vient de la nature et de la culture* ». Manière de rappeler qu'elle s'est montrée ardemment française au cours des dernières guerres. Puis il a salué l'identité savoyarde : « *L'unité de la France a plus à craindre d'une uniformité rigide que d'une souplesse dans la diversité et la reconnaissance de chacune des identités de notre territoire.* [...] *On ne bâtit pas un grand pays en niant les identités de toutes ses petites patries qui font la grande patrie française.* » Nous qui avons toujours condamné le jacobinisme, nous ne pouvons qu'approuver ces paroles, mais comme toujours avec ce président d'occasion, la façon de dire que « *c'est toujours la diversité qui domine* » est chargée d'équivoques car il passe vite de l'idée du rassemblement de peuples divers qui ont forgé en 1 500 ans une âme commune à la France à l'idée d'un métissage mêlant toutes populations nouvellement arrivées et nullement invitées à reconnaître et à assumer la grande histoire de la France... ■

Michel Fromentoux

Au sujet du 8 mai 1945



Un zéro pointé : c'est ce que méritent les services élyséens qui traitent avec une désinvolture toute sarkozyenne l'exactitude historique. Pour la deuxième

année consécutive, le dossier de presse des manifestations officielles du 8 mai parle de l'anniversaire (cette année le soixante-cinquième) de l'armistice de 1945, alors qu'en réalité il y eut, ce jour-là, non pas un armistice, mais bel et bien une *capitulation* sans condition, en somme une reddition des forces militaires allemandes, que vint signer le général Alfred Jodl, chef d'état-major de la Wehrmacht, dans la nuit du 7 au 8 mai à Reims, au quartier général des forces alliées du général Eisenhower. Acte suivi à Berlin dans la journée du 8 par celui de la reddition allemande face

aux Soviétiques. Ce ne fut pas pour autant la fin de la Deuxième Guerre mondiale puisque le Japon poursuivit la bataille jusqu'aux tragiques attaques atomiques d'Hiroshima et Nagasaki en août, et capitula le 2 septembre.

Les mots ont un sens !

Il est temps d'expliquer aux ignares qu'un armistice, acte politique, est une suspension des hostilités par suite d'une convention entre les belligérants qui ne met pas fin à l'état de guerre, mais permet aux parties d'étudier les conditions des pourparlers,

alors qu'une capitulation, acte militaire, est une cessation immédiate des combats, par suite d'une proposition, rédigée par la partie qui offre sa soumission. Confondre le sens des mots n'est jamais sans conséquences. Il suffit de se rappeler le chaud débat qui, à la mi-juin 1940, face à l'avancée fulgurante des Allemands sur le territoire français, opposa les partisans de la capitulation, dont Paul Reynaud, et ceux de l'armistice dont le maréchal Pétain et le général Weygand estimant, eux, qu'une capitulation serait contraire à l'honneur de l'armée. Cela n'a pas

empêché ensuite Charles De Gaulle d'affecter de croire que l'armistice obtenu par le Maréchal le 22 juin avait été une « *capitulation* ». Mensonge d'autant plus infâme que lui, De Gaulle, savait parler français... Faut-il chercher un motif dans la bourde de l'entourage présidentiel ? Ce serait faire trop d'honneur à ces personnes surtout légères... En tout cas, faire mine d'assimiler le 8 mai 1945 où l'Allemagne capitula, avec le 11 novembre 1918 où elle signa réellement un armistice, ne saurait ajouter quoi que ce fût à l'entente entre les deux pays. ■ M.F.

▢ TRIBUNE LIBRE

La Nouvelle Droite à la une

Quand la Nouvelle Droite dirigeait *Le Figaro Magazine*, Alain de Benoist explorait au fil des numéros les sommets infréquentés de la pensée. Il est question de philosophie, de sciences de la vie, de conceptions de la politique, de spiritualité ou de théories de la matière...

« **C**e que l'on a appelé la Nouvelle Droite doit incontestablement le début de sa renommée à sa brusque mise en lumière dans les colonnes du *Figaro Magazine* » rappelle Alain de Benoist, le chef de file de cette "Nouvelle Droite" dont on a tant parlé depuis les premières polémiques de l'été 1979, en disant tant de sottises.

L'aigle volant à contre courant

La même année, Alain de Benoist recevait d'ailleurs le Grand Prix de l'Académie française pour *Vu de droite*, une anthologie critique des idées dominantes, restée célèbre. L'auteur ne revenait pas simplement sur les thèses majoritaires dans les universités, les médias et les maisons d'édition. Il les critiquait en se fondant sur ses trois postulats principaux : le christianisme n'est pas d'identité européenne ; son histoire a permis de séculariser des valeurs égalitaristes et universalistes nocives à cette identité et étrangères à son être ; ces valeurs se retrouvent généalogiquement dans les systèmes normatifs contemporains, orientent la vision du monde collective et fixent des schémas d'interprétation de la réalité restrictifs, qu'il est pourtant possible de dépasser.

Récemment paru, *Au temps des idéologies "à la mode"* rassemble la presque totalité des articles publiés dans *Le Figaro Dimanche* et *Le Figaro Magazine* par Alain de Benoist. On y trouve des textes généralement courts, très bien construits sur la forme et fulgurants sur le fond. Il est question de philosophie, de sciences de la vie, de conceptions de la politique, de spiritualité ou de théories de la matière. Mais il n'est pas question d'en dire ce que tout le monde répète. Contre les perroquets hébétés, Alain de Benoist est un grand aigle volant dans les

Nous avons dès 1979 apprécié l'effort accompli par Alain de Benoist et la Nouvelle Droite pour sortir le combat des idées de la médiocrité conformiste. Dès 1979 nous avons publié une brochure, *Réflexions sur la Nouvelle Droite* (aujourd'hui épuisée), où nous ne manquons pas, toutefois, de dénoncer chez ce brillant auteur la volonté de fonder l'identité eu-

ropéenne sur l'héritage indo-européen, ce qui revient à nier l'imprégnation essentielle du christianisme que, malheureusement, M. de Benoist considère trop souvent dans ses seules dérives progressistes et égalitaristes. De l'égalité des hommes devant Dieu, ne découle aucunement l'égalité des hommes entre eux, rappelions-nous. En outre nous

n'approuvions point sa dangereuse négation de l'idée même de nature humaine, chacun n'étant que ce qu'il se fait soi-même... Le récent livre d'Alain de Benoist n'en est pas moins, sur de nombreux points, de nature à réveiller les intelligences. Nous avons demandé à Michel d'Urance, ami de l'auteur, de présenter cet ouvrage à nos lecteurs. ■ M.F.



sommets infréquentés. Il ne cherche pas la ration des vautours mais l'hydromel des théories pures et des consciences sauvages. C'est dire sa tâche : voler à contre-courant pour structurer la pensée.

"Avoir du style"

Ce livre n'intéressera que ceux qu'intéressent une telle tâche subversive, et les baigneurs du conformisme ne pourront que l'interpréter comme telle. Au demeurant, il s'agit plutôt d'une mission. Alain de Benoist organise sa dispersion intellectuelle dans une œuvre, contenue dans ce recueil d'articles qui communique et s'im-

brique avec ses autres livres. Ici et ailleurs, il explique pourquoi refuser la quantité consumériste, et préférer Julius Evola ; comprendre Noël autrement, pour y voir la force du solstice ; dévaloriser le progrès et la rêverie de la paix universelle ; admettre la nécessité d'une modification de la culture sociale, et lire Gramsci ; défendre le libre-arbitre de l'"anarque", s'extirper de la gangue de la médiocrité ; lire Arthur Koestler ; se déterminer de façon à la fois "révolutionnaire" et "conservatrice" ; faire le tri des socialismes, croire en la rébellion ; lire aussi Gilbert Durand et sa mythologie de l'imagination ;

ne pas soutenir l'intelligentsia lorsqu'elle déprime ; penser *Le Mal américain*... Et Goethe, Monnerot, la Nouvelle Droite russe, la morphopsychologie, la poétique de Hölderlin, les nationalismes, Jean-Edern Hallier, la géopolitique, Stonehenge, le débat sur l'intelligence, l'Europe et les Indo-Européens, Freud et Marx (sur lesquels il révisera son opinion), le néo-féminisme...

Avec tout cela, le lecteur aura à coup sûr appris quelque chose, mais encore appris à penser. Ce n'est pas superflu à l'époque de la disparition du style. Sur celui-ci, l'auteur n'est pas sans avis : « *La conviction qui agite secrè-*

tement les sociétés modernes, c'est qu'au fur et à mesure que la vie devient plus "facile", l'effort devient inutile. C'est en réalité l'inverse. L'effort change seulement d'objet. Plus il y a d'éléments sur lesquels nous pouvons agir, plus il nous faut d'énergie pour les mettre en forme. La volonté, non l'espérance, est une vertu théologique. C'est aussi l'une des formes de la possession de soi, laquelle en italien se dit *maestria*. » Avoir du style, c'est donc avoir l'énergie de se faire naître soi-même.

De ce point de vue, Alain de Benoist a beaucoup de style. Critiquée et mal comprise, son œuvre connaît un écho certain sous des cieux plus cléments, notamment en Italie. Elle est respectée, même en France, par les universitaires libres, les penseurs honnêtes et tous ceux qui sont vraiment en recherche.

Nouvelle époque

Ce n'est pas le moindre mérite de Louis Pauwels, à l'époque, d'avoir demandé à Alain de Benoist, et son groupe des revues *Éléments* et *Nouvelle École*, de donner des bases doctrinales au *Figaro*. Celles-ci ont ensuite essaimé et, comme le pollen au printemps, s'étendent et essaient encore. En fait, elles s'organisent, se transforment, se structurent, se transmettent. Elles n'ont jamais été "à la mode", en ce sens péjoratif des idéologies superficielles. Mais elles sont "à la pointe", dans la considération forte de l'exigence et de la permanence. Le magazine du *Figaro*, lui, comme le remarque notre auteur, a « toujours le même titre, mais ce n'est plus le même journal. Il y a seulement toujours des images et du papier glacé. On y parle société, art de vivre, voyages et loisirs. Bref, des mille et une façons de consommer. Plus bourgeois que jamais, le lecteur du journal a eu le temps de se rendormir. » Il a aussi le loisir de rire car on lui parle actuellement du style d'époque, du président d'époque, de l'Académie d'époque et de tous les cirques d'époque... ■

Michel d'Urance

✓ Alain de Benoist : *Au temps des idéologies "à la mode"* ; Éd. Les Amis d'Alain de Benoist, 416 pages, 26 €.

Les films de mai



▢ **Imogène McCarthery** - La rousse mène l'enquête ! Elle est écossaise, elle aime le rugby et la cornemuse, elle est rousse comme un incendie, elle vit à Londres, elle a un fichu caractère et une sacrée descente de tubulure dans le gosier dès qu'il s'agit de whisky. "Elle", c'est Imogène, Catherine

Frot, du clan des McLeod. À Londres, donc, en cette année 1962, Imogène la "rouquemoute" travaille comme secrétaire à l'amirauté où elle vient, une fois de plus, d'humilier son supérieur hiérarchique. L'esclandre de trop. Convoquée dans le bureau du grand patron, et alors qu'elle s'attend à être limogée, voilà-t-il pas que, contre toute attente, on lui confie une mission secrète : convoquer les plans (très convoités) d'un nouvel avion de guerre jusqu'à un contact en Écosse. Plus exactement à Callender, son village natal. Et l'aventure dans les Highlands commence... Avec cette comédie policière adaptée du roman *Ne vous fâchez pas, Imogène !* de Charles Exbrayat et ser-

vie par une pléiade de comédiens parmi lesquels Lambert Wilson, Danièle Lebrun, Michel Aumont et Sara Giraudeau, Alexandre Charlot et Franck Magnier signent un divertissement sympathique et plein d'humour "so british" du genre *Scotland joue et gagne ! Sortie le 5 mai*.

▢ **L'Élite de Brooklyn** - Gardiens de l'ordre ! Trois flics - Eddie, Richard Gere, Sal, Ethan Hawke, et Tango, Don Cheadle - qui ne se connaissent pas opèrent dans l'un des quartiers les plus risqués de Brooklyn. L'un, *policeman* de la rue à sept jours de la retraite, arbore l'air désabusé et las du *barman* qui a tout vu et tout entendu, et ne veut pas de complications.

L'autre, fervent catholique, travaille à la brigade des stupés et a du mal à joindre les deux bouts. Pour le bien-être de sa femme qui attend leur septième enfant, il est à deux doigts de céder à la tentation du "dieu" dollar. Le troisième, "infiltré" chez les trafiquants de drogue, est un flic "border line" depuis que sa femme l'a quitté. Seul point commun : tous ont d'énormes problèmes perso et sont proches du pétage de plomb... Avec cette "saga" style version policière de *Collision*, qui nous entraîne au cœur de trois vies, de trois destins, Antoine Fuqua réalise ici un *thriller* noir porté par un *casting* d'exception - avec aussi Wesley Snipes en caïd de la drogue. *Sortie le 5 mai*.

▢ **Robin des Bois** - Une nouvelle adaptation - revue et corrigée - du rebelle et archer hors-pair de Nottingham, signée par Ridley Scott, avec Russell Crowe dans le rôle du héros en collant vert et Cate Blanchett dans celui de Lady Marianne. *Sortie le 12 mai*.

▢ **Prince of Persia - Les sables du temps** - Un film d'aventures fantastiques situé dans la Perse du VI^e siècle, avec effets spéciaux à gogo mais sans surprise (à force, l'effet spécial tue l'effet spécial), inspiré d'un célèbre jeu vidéo et réalisé par Mike Newell. *Sortie le 26 mai*.

Alain Waelkens

ANNIVERSAIRE

La légende du roi Henri IV

Resté dans les mémoires le plus populaire de nos souverains, Henri IV fut loin, de son vivant, de susciter les mêmes ferveurs. Contesté, détesté, aimé et admiré, par les mêmes et successivement parfois, il peina à faire comprendre son œuvre réconciliatrice, qui heurtait trop des mentalités devenues partisans.

La bonne image du premier roi Bourbon, telle qu'elle s'est transmise de génération en génération, y compris à travers les manuels de l'enseignement laïc et républicain, repose en fait sur quelques clichés en général exacts mais qui relevèrent dès l'origine d'une propagande habile.

Une propagande habile

Dans un pays qu'un demi-siècle de guerre civile avait ruiné, œuvrer à restaurer la prospérité et promettre à des gens qui avaient crevé de faim la poule au pot chaque dimanche valait tous les programmes politiques. Recevoir l'ambassadeur d'Espagne sans cesser de jouer avec les enfants royaux était façon de mettre en évidence la vitalité de la nouvelle dynastie, après des Valois épuisés incapables d'engendrer une postérité mâle viable, donc de mettre un terme au rêve ibérique de ceindre la couronne de France.

Il en est ainsi pour tous ces traits du monarque passés à la postérité dont la bonhomie aimable a dissimulé les profonds calculs. Henri de Navarre, lorsque, le 2 août 1589, l'assassinat de son cousin Henri II le fait de jure roi de France, sait qu'il lui faut tout reconquérir, puis reconstruire. Tâche quasi impossible, qu'il mènera pourtant à bien, avec un incontestable génie. Dans cette stratégie de conquête et de séduction, le faire savoir aura presque autant d'importance que l'action.

Voilà ce que Jean-Marie Constant, l'un des meilleurs spécialistes des mentalités de l'époque, analyse point par point à travers un ouvrage ambitieux et brillant, souvent passionnant, *Henri IV, roi d'aventure*. Cette étude n'est pas une biographie ; à ce titre, elle suppose connu du lecteur l'essentiel des événements et leur contexte, qu'elle se propose d'éclairer en montrant comment le roi, s'y trouvant confronté comme à autant d'obstacles, a su les utiliser et les retourner à son profit.

Henri IV, en effet, doit faire face à l'héritage désastreux du conflit religieux, aux haines vieilles de quarante ans, aux exactions inexpiables des uns et des autres. Calviniste sincère, s'il n'a pas cependant hérité de l'intolérance maternelle, il répugne à abjurer une nouvelle fois, tout en sachant n'avoir pas le choix puisque l'appui de Rome lui est indispensable à tous niveaux. Nécessité qui lui aliénera ses amis protestants sans lui rallier les anciens ligueurs. À la question religieuse s'ajoute la crise de la légitimité royale. L'un des aspects les plus intéressants du livre est la mise en évidence de l'émergence dans la bourgeoi-



sie parisienne guisarde d'un sentiment républicain et démocrate qui rejette pareillement le Valois catholique et le Bourbon huguenot ; religiosité exacerbée mise à part, la ressemblance avec le Paris de la Terreur est frappante.

Conquête d'estime

Il faut donc au roi regagner l'estime de ses peuples par tous les moyens. Pour la noblesse, en incarnant le héros guerrier conforme à l'idéal chevaleresque des romans à la mode ; pour les intellectuels et les clercs, qui penchaient du côté de la Ligue, en ravivant le sentiment royal, national et gallican à travers différents ouvrages abondamment diffusés, dont la *Satire Ménippée*, finement analysée, est l'archétype ; quant au peuple, les traits de familiarité du souverain, sa simplicité, son authentique gentillesse, ses succès féminins, aideront à le séduire.

En revanche, cette attitude irritera plus d'un membre de l'ancienne cour, et plus d'un politique. Les royales foudrades amoureuses seront souvent désastreuses pour l'État, et le débraillé volontaire fera dire à une grande dame qu'elle « a vu le Roi, mais pas Sa Majesté »... Critiques légères eu égard au bilan, mais qui, à l'époque, pesèrent très lourd et contribuèrent à entretenir des ran-

cunes, voire pis encore. Ce n'est pas pour rien que tant de bras s'armeront, nonobstant l'épouvantable supplice promis aux régicides, afin d'abattre celui qui demeure, aux yeux de certains, un tyran qu'il est légitime de supprimer.

Cet Henri IV n'est pas celui de l'histoire, mais celui des passions, livré aux regards, aux appréciations, injustes, des contemporains. Jean-Marie Constant prend grand soin de leur laisser la parole, y compris à travers les cahiers de doléances des états généraux de l'époque, moins manipulés que ceux de 1789, plus proches de l'opinion populaire véritable. Il sait rappeler que tout témoin n'est pas d'obligation fiable, pas plus qu'il n'est fatalement menteur. Il n'omet pas de mettre en évidence que les milieux ligueurs, si décriés, souvent à juste titre, furent aussi ceux sur lesquels se greffa peu après la Contre-Réforme française, aux fruits abondants, preuve que tout, chez eux, n'était pas délire partisans teintés de mysticisme. Ce fut malgré ces obstacles, ces malentendus, ces méprises que le Roi rebâtit la monarchie, plus forte qu'elle ne l'avait jamais été, et redonna à la France les moyens de devenir la première puissance mondiale du temps. Hélas, rares furent ceux qui, tandis que le Béarnais bâtissait cette œuvre colossale, eurent la vision de l'avenir.

À ceux qui cherchent une étude plus grand public, mais d'une qualité tant littéraire qu'historique cependant incontestable, il faut signaler la réédition de l'excellent Henri IV du regretté Georges Bordonove. Initiateur d'une série, Les rois qui ont fait la France, qui contribua considérablement, au cours des trente dernières années, à débarrasser l'histoire de la monarchie des préjugés et des mensonges trop véhiculés sur son compte, Bordonove alliait à des dons de conteur remarquables, qualité trop méprisée des universitaires, un bel esprit de synthèse, une parfaite honnêteté intellectuelle et des connaissances encyclopédiques nourries à la lecture de tout ce qu'il convenait d'avoir lu sur un sujet. Son *Henri IV* mené tambour battant vaut tous les romans historiques, à ce détail près que tout y est vrai, authentifié, sérieux, et d'une lecture définitivement accessible à tous, ce qui assura son succès mérité.

Complots à foison

Jean d'Aillon se défend aimablement d'être historien, façon de désarmer les remarques des cuistres ; cela ne signifie point, là non plus, qu'il ne se soit pas documenté aux meilleures sources avant d'entreprendre la rédaction de ses romans historiques. La lecture de l'étonnant

procès-verbal de Nicolas Poulain, lieutenant du Prévôt d'Île de France qui, au service d'Henri III, infiltra la Ligue afin d'en démasquer les menées, lui a inspiré une trilogie aux accents dumasiens, *La Guerre des trois Henri*, qui, sous la fiction, permet une plongée saisissante dans le quotidien des années 1580 finissantes et le foisonnement de complots qui les marquèrent.

Paris, janvier 1585 : un contrôleur des finances, le sieur Hauteville, a été assassiné à son domicile, ses papiers volés ; contre toute raison, on a essayé d'imputer ce crime à son fils unique. Nicolas Poulain, lui, se demande si ce meurtre ne serait pas lié à une fraude fiscale d'énorme envergure qui, depuis quelques années, vide les caisses de l'État et détourne le montant des impôts, sans doute au profit des princes lorrains. Disculpé, Olivier Hauteville se voit chargé d'enquêter sur les rapines du duc de Guise. Décidé à retrouver les assassins de son père, le jeune homme ne se doute pas des dangers de sa mission, ni que d'autres aimeraient récupérer ces sommes. Et quand l'agent du roi de Navarre a les traits de la ravissante Cassandre de Mornay, tout devient très délicat...

Aux côtés des Politiques

Dans le second volume, *La Guerre des amoureuses*, Hauteville est parvenu tout à la fois à se faire aimer de Cassandre et à mettre fin aux détournements, mais les choses se compliquent par la faute de la duchesse de Montpensier, qui voue une haine égale à Henri III et au Béarnais et veut mettre la maison de Lorraine sur le trône. De son côté, la reine Catherine ruse et intrigue, joue des poisons, des philtres d'amour, se sert de curieux comédiens italiens et oblige une ancienne beauté du fameux escadron volant à reprendre du service. Or, cette dame détient la clef de la mystérieuse naissance de Cassandre. Si haute qu'elle pourrait briser tous les rêves d'amour d'Olivier.

Dans *La Ville qui n'aimait pas son roi*, Olivier et Cassandre, enfin mariés et ralliés au clan des Politiques qui privilégie l'intérêt de la France, vont tenter, sous de dangereux déguisements, de s'introduire dans Paris insurgé et d'y œuvrer à amener le rapprochement définitif entre le roi et son cousin devenu l'héritier du trône, tenter, aussi, d'empêcher le moine Clément de se rendre à Saint-Cloud... Voilà du gros roman historique de la meilleure facture, solidement documenté, riche en rebondissements de toutes sortes et fidèle aux lois du genre, pour le plus grand plaisir des amateurs. On n'avait pas fait mieux depuis *La Dame de Montsoreau* et *Les Quarante-cinq*. ■

Anne Bernet

✓ Jean-Marie Constant : *Henri IV, roi d'aventure* ; Perrin, 410 p., 23 €. ✓ Georges Bordonove : *Henri IV* ; Pygmalion, 315 p., 21,90 €. ✓ Jean d'Aillon : *Les Rapines du duc de Guise* ; Lattès, 520 p., 18 €. *La Guerre des amoureuses* ; Lattès, 540 p., 18 €. *La Ville qui n'aimait pas son roi* ; Lattès ; 635 p., 19 €.

□ LATINITÉ

Maurras et la véritable Internationale

Dans le *Soliloque du prisonnier* – un petit ouvrage écrit au soir de sa vie, qui vient d'être réédité –, Charles Maurras montre que l'esprit de latinité contribuerait beaucoup plus à l'unité du monde que les organisations marchandes mondialistes.

Félicitons les éditions de l'Herne qui viennent de rééditer le précieux petit ouvrage de Charles Maurras paru au soir de sa vie alors qu'il était captif des geôles de la République à Clairvaux. Notre maître n'avait rien perdu de sa lucidité, ni de son mordant. Au moment où les politiciens rescapés de la guerre commençaient à échafauder sous le nom d'Europe une espèce de Babel aux mains des banquiers et des marchands, le *Soliloque du prisonnier* défendait à tout crin l'idée de nation, montrant que ce n'est pas l'existence des nations qui engendre les guerres, mais bel et bien l'esprit de démission de ceux qui, par incompetence, idéologie ou niaiserie, les trahissent. Ceux-ci venaient de lancer la France sans armes dans un conflit gigantesque contre une Allemagne qui n'est nullement une nation, comme elle le fait croire, mais seulement « un système » hérité de Luther et de Fichte, celui du « narcissisme » le plus exécrationnel.

L'héritage romain

Au moment de relever l'Europe et le reste du monde de tant de ruines, Maurras, toujours fidèle à la « seule France » n'entendait point isoler son pays ; mais, s'il ne voulait pas que celui-ci entrât dans un parlement international, simple « juxtaposition de numéros sans âme » gérée par des « volontés fugitives » et des « scrutins amorphes », il rappelait aux hommes « qu'il n'y aura d'Internationale vraie que fondée sur les caractères préexistants des nations ». Parmi ceux-ci, l'un des plus larges, des plus ouverts, est incontestablement la latinité, l'héritage romain d'ordre et de paix qui unifia jadis le monde connu.



« Ma Méditerranée ne demande pas mieux que de devenir nordique ou baltique pourvu qu'elle rencontre, ici ou là, les deux lucides flammes d'une civilisation catholique et d'un esprit latin. »

Nous ne résistons pas au plaisir de citer cette page éblouissante : « Je suis un drôle de Méditerranéen ; ma Méditerranée ne finit pas à Gibraltar, elle reçoit le Guadalquivir et le Tage, elle baigne Cadix, Lisbonne et s'étend, bleue et chaude, jusqu'à Rio de Janeiro. Elle atteint le cap Horn, salue Montevideo, Buenos Aires et, sans oublier Valparaiso ni Callao, elle s'en va, grossie de l'Amazone et de l'Orénoque, rouler dans la mer des Caraïbes, caresser amoureusement nos Antilles, puis Cuba et Haïti, ayant reçu le Meschacébé du grand enchanteur de Bretagne ; elle court au Saint-Laurent et, sauf de menues variations de couleur ou de température, va se jeter dans la baie d'Hudson où elle entend parler français. Le caprice de cette Méditerranée idéale la ramène alors

à notre hémisphère, mais non pas nécessairement pour revoir Baléares, Cyclades, Oran ou Alger, car ni Anvers ni Gydnis ne lui sont plus étrangers que les Polonais et les Belges ne lui apparaissent barbares : ma Méditerranée ne demande pas mieux que de devenir nordique ou baltique pourvu qu'elle rencontre, ici ou là, les deux lucides flammes d'une civilisation catholique et d'un esprit latin. »

Un nouveau "pacte de famille"

Voilà : tout est dit de ce qui peut fonder, non pas un monde sans conflit (les hommes sont ce qu'ils sont), mais un monde où l'on se comprendrait au niveau des communications supérieures de l'esprit. De ce nouveau « pacte de

famille » regroupant les peuples comme au XVIII^e siècle il regroupait les rois, Maurras n'exclut point l'Angleterre, malheureusement encore embourbée dans un parlementarisme qui est la négation de l'ordre, mais dont les deux tiers du vocabulaire sont latins, bien que « timbrés d'un accent qui les défigure » et vêtus de sens nouveaux qui causent de graves confusions dans les intelligences. Il fondait aussi son espoir, qui n'est plus tout à fait un rêve en 2010, de voir l'Église anglicane redevenir catholique romaine... Car, pour Maurras qui nous avait déjà habitués à penser *Je suis Romain* comme synonyme de *Je suis humain*, comptaient au plus haut point les éléments qui font la substructure des âmes et les ressorts de la pensée. Et d'énumérer : « la prière en latin, la confession au-

riculaire, la communion des saints, leur culte quotidien, l'incomparable image de la Vierge dont l'absence ou la présence suffirait à différencier deux univers, la méditation quotidienne du purgatoire, la hiérarchie du sacerdoce couronnée par son pontife suprême : autant de forces séculaires qui auront concouru à pétrir et à déterminer, en un même sens, bien au-delà des intelligences, nos imaginations, nos sensibilités, je vais jusqu'à dire nos chairs. » Voilà qui est plus mondial que tout mondialisme !

À contre-courant

Comment ne pas déplorer en lisant ces lignes tout ce qui aujourd'hui éloigne le monde actuel de l'idée d'ordre romain : certaines applications iconoclastes du concile Vatican II, la conception moderne de la liberté religieuse qui veut que toutes les religions mènent également au salut et qui ainsi tarit l'élan missionnaire qui s'épanouissait naguère jusqu'en Chine et en Inde, ces pays qui montent aujourd'hui... Déplorons aussi bien sûr le peu d'efforts accomplis pour développer l'apprentissage du latin, ou défendre les langues latines comme le français, contre l'invasion de l'anglo-saxon... On n'en finirait pas de montrer la richesse de ce petit livre dénonçant aussi l'idée démocratique d'égalité qui, entre les nations comme entre individus d'une même nation, est un facteur de désordre et de gaspillage des qualités, empêchant par exemple de considérer la question sociale hors des « volontés débiles du Nombre », alors qu'il faudrait incorporer à la société une « aristocratie ouvrière ». Laissons le dernier mot à Maurras car c'est un mot d'espérance : « La face du monde a vu flotter sur elle d'autres flaqes d'aliénation mentale et morale. [...] Elles n'ont eu qu'un temps et la Démocratie passera comme elles ont passé. » ■

Michel Fromentoux

✓ Charles Maurras : *Soliloque du prisonnier* ; Éditions de l'Herne, 96 pages, 12,50 euros

Halte à la provocation



Alors que les banlieues flambent, que les pompiers se font caillasser, que les familles françaises sont obligées de fuir leur loge-

ment comme dernièrement à Perpignan, le cinéaste "franco"-algérien Rachid Bouchareb commet un film, sans doute pour calmer les esprits, dont le titre est *Hors-la-loi*, exaltant le FLN et le martyr du peuple algérien sous le joug d'une France à côté de laquelle le III^e Reich ressemble au pays des Bisounours.

Un pompier incendiaire

Ce cinéaste apporte ainsi sa contribution à l'œuvre de destruction systématique de l'image de la France aux yeux des Français et de ceux qui prétendent le devenir, entreprise depuis des décennies. Aller parler aux jeunes des cités de "citoyenneté" et d'intégration, quand on explique, sans aucune source fiable, que depuis les événements de Sétif en 1945

jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962, le peuple algérien a été soumis à un régime d'occupation française infernal, c'est avoir une attitude de pompier incendiaire.

D'une œuvre qui se veut historique, on attend plus de nuance et moins de parti pris. Tous les Français sont-ils des monstres assoiffés de sang ? Les porteurs de valises, eux, ont droit à la sympathie du scénariste.

Ce film commandité par le président Boutéflika, mais financé en partie par la France, y compris par des fonds publics, ne fait bien évidemment à aucun moment la moindre allusion aux massacres perpétrés par le FLN contre les civils européens ou maghrébins et provoque même la colère d'Hubert Falco, notre ministre des Anciens Combattants, qui relève une

multitude d'erreurs historiques. Cerise sur le gâteau, le film sera présenté et peut-être primé au festival de Cannes.

Au festival de Cannes...

Il va de soi que l'Action française ne laissera pas passer sans réagir cette nouvelle provocation, qui ressemble plus à un règlement de compte sectaire qu'à une tentative de réconciliation autour de la vérité assumée de part et d'autre. On ne peut à la fois déplorer la violence et le mépris des jeunes issus de l'immigration à l'égard des Français et continuer à laisser croire que la France est coupable de tous les maux de la terre.

Rachid Bouchareb se révèle par ce brulot comme un agent du FLN, le parti gouvernemental al-

gérien qui écrase depuis cinquante ans, sous la dictature et l'indigence sociale, le peuple algérien, et prétend imposer une vision fantasmagorique de l'histoire de nos deux peuples. Nous espérons pour lui qu'il ne se revendique plus comme Français, car, dans ce cas, il serait un traître à sa patrie. Du côté de l'Algérie, il a choisi de servir la dictature au pouvoir.

Nous avertissons les organisateurs du festival de Cannes que s'ils poussent la veulerie jusqu'à servir la soupe à ce professionnel du mensonge historique, nous saurons en tirer les conclusions qui s'imposent et agir en conséquence. ■

Olivier Perceval
Secrétaire général
du mouvement d'Action française
Président du CRAF

8 & 9 MAI

Fête de Jeanne d'Arc

Comme chaque année, le cortège partira le dimanche à 9 h 30 depuis l'église de la Madeleine (Paris 8^e), et empruntera la rue de Rivoli pour rejoindre la statue place des Pyramides. La veille, un banquet réunira les amis d'AF.

Les journées du samedi 8 et du dimanche 9 mai 2010 seront marquées chacune par un temps fort pour les royalistes d'AF. Appelez vos amis, nous vous attendons nombreux !

Banquet des amis de l'Action française

Le samedi 8 mai à 13 heures au restaurant Le Père Louis, 68 rue Monsieur le Prince, Paris 6^e. Inscription : 35 euros ; étudiants, chômeurs ou ecclésiastiques : 25 euros ; tarif d'entraide : 40 euros et plus. Réservation obligatoire en raison du nombre limité de places. Les chèques sont à libeller à l'ordre du CRAF, à envoyer au plus tôt à Giovanni Castelluccio, au CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS. Renseignements au 06 81 55 36 78.

Cortège traditionnel

Rendez-vous le 9 mai à 9 h 30 devant l'église de la Madeleine, Paris 8^e. Le cortège empruntera la rue de Rivoli pour rejoindre la statue place des Pyramides



Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président Olivier Perceval	Responsable opérationnel François Bel-Ker	Coordination provinces Philippe Castelluccio
Secrétaire général Romain Hellouin	Communication externe Jean de Chenon	Militantisme Jean-Baptiste de l'Aviath
Trésorier Giovanni Castelluccio	Communication interne Philippe Castelluccio	Formation Olivier Perceval,
Secrétaire administratif Marie-Suzanne de Benque d'Agut	Secrétaire François Lamy	Erwan Bloüet Marc Savina

JEANNE D'ARC

Les rendez-vous du 9 mai

Paris ne sera pas seul à fêter Jeanne d'Arc.



- Bayonne - 12 h 30, square Léo Pouzac.
- Bordeaux - 11 heures, rond-point maréchal de Lattre de Tassigny (intersection des cours Xavier Arnoz et cours de Verdun).
- Limoges - 12 h 15, devant la statue de Jeanne d'Arc de Maxime Real del Sarthe.
- Neuilly-sur-Seine - 17 heures, avenue du Roule ; rendez-vous derrière le monument aux morts de la police face à l'église saint-Pierre-de-Neuilly (métro Les Sablons ; bus 43, 82 ou 174).

- Nîmes - 10 h 15 : rendez-vous devant la statue, place des Carmes ; 10 h 45 : messe solennelle en l'église saint-Baudile ; 13 heures : déjeuner à la Brasserie Le Palace, face à l'Esplanade, angle tribunal ; participation : 20 euros ; inscription auprès de M. Baptiste (04 66 21 33 43), C. André (06 10 90 55 27, andre.catherine@aliceadsl.fr) ou I. Allard (04 66 76 27 27).
- Toulouse - 16 heures, place Jeanne d'Arc.

Dîner-débat des Hauts-de-Seine

À l'occasion de la publication de son dernier livre, *Une histoire politique de la littérature* (Flammarion), Stéphane Giocanti a présenté son ouvrage à la section des Hauts-de-Seine et du 17^e arrondissement le vendredi 9 avril. Au cours d'un dîner débat organisé par M^{me} Castelluccio, animé par Marc Savina, en la présence amicale de Michel Fromentoux et Olivier Perceval, Stéphane Giocanti a pu développer devant une trentaine d'auditeurs très attentifs quelques thèmes qui lui sont chers. Après avoir rappelé le rôle du couple Hugo-Zola, ces grands mythes fondateurs et néanmoins contradictoires de la République, il a observé que la disparition des idéologies, et donc des grands engagements, avait sonné le glas, par contre-coup, des grands écrivains et de leur prose inoubliable,



où se mêlaient toujours un peu l'encre et le sang, le style et les principes politiques. La lente agonie de l'enseignement du latin et du grec, la disparition programmée des Humanités au profit de l'efficacité technique et financière ont réduit la littérature à un loisir de vacances. Le dernier engagement qui vaille pour les écrivains est aujourd'hui écologiste. Pour Stéphane Giocanti, on assiste

bien là à une véritable crise de civilisation où se multiplient des auteurs toujours plus anodins mais où surgissent, ici et là, quelques îlots de résistance, comme avec l'œuvre actuelle de Richard Millet, ou avec celle de Renaud Camus. Après son intervention, notre ami Stéphane Giocanti a été soumis à une multitude de questions prolongeant tard dans la soirée ces bien agréables retrouvailles. ■

» CERCLES D'ÉTUDES

Vendredi 7 mai : *L'empirisme organisateur*, par Louis Juhel. Vendredi 14 mai : *L'Islam et le monde moderne*, par Charles Saint-Prot. Rendez-vous à 19 h 30, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er} (métro Palais-Royal). Les cercles sont ouverts à tous (entrée libre).

» ANNÉE HENRI IV

L'AF Lyon convie tous ses militants et sympathisants à la messe pour Henri IV qui sera célébrée à la Croix-Rousse, en l'église Saint-Denis, le vendredi 14 mai à 19 heures, jour anniversaire de l'assassinat du roi.

» PÈLERINAGE

Chapitre Sainte Jehanne de France - Rejoignez le traditionnel pèlerinage annuel de Pentecôte à Chartres ; le chapitre de l'AF vous attend. Renseignements au 06 81 55 36 78.

» VENTES À LA CRIÉE

Diffusez vos idées ! Participez à la propagation de l'idée royale en rejoignant nos équipes de vendeurs : prenez contact avec nous ! Pour Sainte-Odile et Sainte-Germaine, prendre contact avec Ph. Castelluccio au 06 35 50 50 68 ; pour Maubert-Mutualité et le Quartier latin, écrire à F. Wincler, fredericwincler@yahoo.fr ; pour les autres ventes partout en France, appelez Jean-Baptiste de l'Aviath au 06 81 55 36 78.

» UN EXEMPLE À SUIVRE

Quarante exemplaires de *L'Action Française 2000*, c'est le chiffre de ventes d'un mois (du 1^{er} avril au 1^{er} mai) de François Meynet-Piret. Depuis qu'il est en retraite, ce camelot du roi vend chaque semaine à la criée., la totalité des recettes allant au journal. Qui dit mieux ?

Notre journal vous intéresse ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !



Bulletin d'abonnement en page 10

» FRANCE ROYALISTE

C'est par une belle journée ensoleillée que s'est déroulée à Nice le 18 avril la réunion de printemps. Cinquante de nos amis s'étaient réunis pour déjeuner dans le salon panoramique du grand hôtel Aston. Après ces agapes fraternelles, la présidente Josépha Guillemain remercia chaleureusement Philippe Pichot-Bravard qui venait pour la sixième

fois. Ce conférencier sut conquérir son auditoire de soixante-quinze personnes. Pendant plus d'une heure et demie, debout et pratiquement sans regarder ses notes, il nous a fait un exposé très clair et documenté consacré au cardinal de Richelieu, évoquant ses rapports avec Louis XIII puis avec l'Église. Merci encore à M. Pichot-Bravard qui reviendra en janvier 2011 pour la commémoration du roi Louis XVI. ■

□ SOS Tout-Petits appelle à une prière publique samedi 15 mai à 14 h 30, place Saint-Michel, Paris 5^e (métro Saint-Michel). Non à la contraception, non à l'avortement, non à la culture de mort..

□ Catholiques pour les libertés économiques - Conférence-débat le lundi 31 mai à 18 h 30 salle

de l'ASIEM, 6 rue Albert de Laparent, Paris 7^e (métro Ségur). Georges Lane, professeur de sciences économiques à Paris Dauphine et administrateur de l'Aleps, et François Guillaumat, économiste, traducteur, spécialiste de l'ex-Yougoslavie, traiteront de l'arbitraire fiscal. Participation : 15 euros. CLÉ, 5 rue Dufrenoy, 75116 PARIS.

CHINE

Nul n'est l'éternel ennemi

Le voyage de Nicolas Sarkozy a-t-il scellé la réconciliation avec la Chine ? Les fanfaronnades de l'Élysée ne doivent pas masquer le mépris que la France inspire à l'Empire du Milieu, peu disposé à discuter avec un pays en déclin... Exposé à Shanghai, le nouveau fleuron de Citroën a d'ailleurs été conçu sur place.

« **E**n diplomatie, on ne montre pas son cou », disait Deng Xiaoping à ses envoyés spéciaux qui partaient à l'étranger pour la première fois depuis la Révolution culturelle. Et à l'adresse du gouvernement central qui était embarrasé d'hésitations à choisir les voies d'une reconstruction de la Chine maoïste, il martelait : « *Il faut traverser la rivière en tâtant les pierres du pied.* » Foin des doctrines, du pragmatisme !

Le coucou national

Ces maximes sont tout le contraire des principes élyséens de gouvernance transparente à l'esbroufe, et le "coucou national" n'est pas la moindre dérive, au point que nos "amis" étrangers lisent à livre ouvert nos préoccupations directement branchées sur la presse du cœur et cette course à la popularité qui ruine la meilleure politique en remballant les réformes à peine discutées. Tant de demi-tours laissent les Chinois perplexes mais ils ont décidé d'être prévenants puisqu'ils ne nous craignent plus. Nous laisserons de côté les "affaires de mœurs" du quinquennat pour simplement signaler que les Chinois méprisent leur affichage autant que les volte-faces, même quand ils les ont provoquées.

Le voyage avait tout d'un forfait-séjour touristique, boissons comprises : visite à Xian (revoir l'armée de terre cuite avec la nouvelle épouse), à la Cité interdite (Carla n'avait vu que le film), aux tombeaux des Mings (waazaa ?!), à la Grande Muraille ruinée (celle qu'on ne voit pas depuis la lune), puis à l'exposition universelle de Shanghai où notre imposante délégation s'est mêlée à vingt autres¹ pour contempler le monstrueux pavillon chinois qui coupe le soleil à tous !

Et la politique étrangère dans tout ça ? Il n'y avait que des sujets qui fâchent mais les Chinois se sont mis en frais en appliquant la maxime militaire qui veut que « *nul n'est l'ennemi éternel* ». Comprenez qu'on doit savoir le retourner. C'est ce qu'ont fait les trois interlocuteurs majeurs du président français après avoir accueilli la première dame de France, habillée², avec une sincère et très récente affection. Hu Jintao a déclaré tourner la page, Wu Bangguo a félicité non sans ironie la soif de culture de son invité capable de faire trois villes en trois jours, Wen Jiabao a souhaité la stabilisation de notre vassalité pour un profit mutuel. Le "programme" fut appliqué à la lettre. « *Chien qui relève la queue, méprise son ennemi, tigre qui la baisse va le dévorer.* » Nous avons baissé la nôtre ; c'était le but.



La Citroën Metropolis, symbole de l'exode industriel...

Diplomatie ? Pékin a fait semblant. La bombe iranienne les amuse beaucoup, Bernard Kouchner ne sert à rien car ça leur en fait deux avec la bombe coréenne dans l'autre main. La multipolarisation de la finance selon Christine Lagarde est lue en Chine comme une bipolarisation depuis que la République populaire est devenue le troisième contributeur de la Banque mondiale derrière le Japon et les États-Unis. Climat global et gouvernance mondiale ne sont pas discutés avec un pays en déclin comme la France, sauf par politesse. Jean-Louis Borloo est venu exprès ; la question qui affecte directement la dépollution énergétique de l'empire est trop grave pour jouer avec, sauf si la France transfère sa dernière technologie nucléaire. Impossible.

Un représentant en CDD

Que pense l'industrie française de ce voyage, elle qui est abonnée aux avions présidentiels ? L'Élysée avait prévenu que les "grands contrats" seraient signés à Paris lors de la visite du président Hu Jintao cet automne. Il n'y a rien de mûr dans les tuyaux - dallai lama oblige - et l'industrie commence à comprendre que l'Élysée est légèrement sous-dimensionné par rapport aux enjeux. Est-il raisonnable de vouloir pénétrer le futur premier marché mondial solvable depuis l'Hexagone avec un représentant de commerce en CDD, commissionné uniquement au jeton de sondage ?

En fait, il ne s'agit plus de participer à cette course de fond de l'exportation que décrivent ici les chambres de commerce à la traîne, mais d'exporter la décision et l'intelligence sur le marché cible afin d'être en osmose avec lui comme l'exige un management réactif moderne. La vitesse de développement est trop élevée pour

avoir une juste perception dans un bureau de La Défense. Il faut respirer l'air de la mégapole chinoise chaque matin pour rester dans le coup. C'est ce qu'ont bien compris les constructeurs automobiles, par exemple. Ils ont dépassé le stade des usines de montage en CKD (assemblage de pièces importées), fondent déjà leurs moteurs sur place, augmentent leurs taux d'intégration "locale" et, comme on dit dans le métier, surveillent les accostages³.

La plus belle voiture du moment est - à mon goût - la Metropolis de Citroën. C'est un concept livré par l'ingénierie PSA de Shanghai qui fait rouler une Maybach pour presque rien. Un V6 de 2 000 cm³ accouplé à un moteur électrique envoie 272 chevaux DIN aux quatre roues pour une consommation théorique de 2,6 litres aux cents et donne pour le prix une "post-combustion" de 460 chevaux. C'est la définition normale d'un V8 de 4 litres classique suralimenté, et le *design* est vraiment réussi. Elle sera le haut de gamme chinois de Peugeot qui affiche un objectif de production d'un million de voitures sur un marché probable de vingt millions d'unités sous dix ans seulement. Étant exclu de le servir depuis la France - avec quelles usines et à quels coûts ? -, Peugeot investit dans une seconde usine DongFeng pour ajouter aux 300 000 unités de capacité des chaînes de Wuhan au moins autant, en deux fois 150 000 unités. Les modèles PSA seront de plus en plus spécifiquement chinois selon les lois du *marketing*.

Ses concurrents sont sur la même "pente". Les chaînes Volkswagen ont livré ces deux derniers mois ce que Peugeot a fait en un an, et ça ne suffira pas. Wolfsburg remet six milliards d'euros au pot et construit deux nouvelles usines. Plus question d'importer au prix fort, les concurrents locaux qui deviennent de vrais monstres ne

le permettent pas. Eux par contre achètent des chaînes à tour de bras. Sur les chaînes Rover transférées de Solihull sortent les Roewe hybrides de la SAIC de Shanghai. Volvo transplanté ou dupliqué fera le bonheur de Geely qui a déjà attaqué le marché russe, lui-même en fort développement puisqu'il a dépassé en 2008 le marché allemand. Qui sert la Russie ? Les trois premiers sont Chevrolet, Hyundai et Ford, mais la Chine est proche, hyperactive, et restera une base industrielle puissante pour son voisin.

Ré-industrialisation ?

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir qu'il ne se passe plus rien ou presque dans l'industrie ouest-européenne. Les marchés en développement, et donc les marges de progression, sont ailleurs. Alors *quid* de la ré-industrialisation du pays que proclame au pupitre notre valeureux président ? L'idée est belle, "applaudissable", elle réduirait ce maudit déficit commercial qui nous ronge et va nous engloûter un jour comme la Grèce. Mais au concret, on fait quoi ? Jusqu'ici, ceux qui sont cramponnés au micro ne parlent que de défiscalisation, refonte des codes sociaux, pôles de compétences, autant de marottes à pitres qui ne produiront ni les vis ni les écrous de la réindustrialisation. Pourquoi ? Parce que l'avenir condamne nos industries majeures, du moins les bloque-t-il au stade qu'elles ont atteint aujourd'hui, et le MEDEF n'aime pas. L'avenir de l'Europe n'est plus dans la "bagnole", le transport écologique est en péniche ! Le réseau ferroviaire est saturé et structurellement déficitaire pour le fret. Siemens a donné sa technologie TGV aux chemins de fer chinois. L'énergie monopolistique est assaillie de tout côté par la concurrence des idées nouvelles et le

déploiement de solutions individuelles. Bonjour les microcentrales. Nos avions sont revenus dans la moyenne de la production mondiale tant les délais de conception et développement sont longs. À peine sortis des chaînes, ils sont démodés. Nos chantiers navals sont à la veille d'importer d'Asie les coques à finir ; c'est déjà le cas en batellerie. En résumé, on ne pourra pas réindustrialiser la France sur les bases acquises, et donc avec une partie du patronat *addictée* à la spéculation boursière..

De nouvelles bases

Il faudra inventer de nouvelles bases, débarquer les barons d'affaires qui ont conquis les conseils d'administration par cooptation, et mettre à leur place des entrepreneurs, des inventeurs, des "risqueurs", comme au début du XX^e siècle où le génie mécanique s'associait au capital disponible pour explorer les voies de la fortune. C'est ici le drame de l'industrie française. Elle n'a pas de capitalistes disposant de *cash* et capables de sortir le chèque à la fin du tour de table sans en réfléchir à quiconque, mais des diplômés qui le disputent aux "héritiers" ! Le patriotisme industriel est une ritournelle électorale villepinesque qui ne portera pas plus loin que le préau où il se déclame, sauf s'il permet de rompre avec notre fausse noblesse industrielle qui se jauge à sa cupidité. Tous ces amis du pouvoir qui, à l'exception de deux ou trois, squatent littéralement le champ d'innovation pour s'en défendre, ces super-salariés qui au fond du cœur ne possèdent rien qu'ils ne pourraient vendre, ces affairistes sans usines qui courent le monde à faire fabriquer leurs idées, tous ceux-là nous entravent. Encore une révolution ?

Le candidat Sarkozy était capable de saisir les nuisances de ce couvercle féodal, le président élu l'est-il encore ? Il est à la merci de ses amitiés qui sont toutes là. Le "Petit Timonier" avait quelque chose que l'on retrouve chez lui, à taille égale ; c'est un dédain doctrinal au sens où les impasses du passé sont condamnables sans appel pour insuccès, quelle que soit la solidité de la synthèse de jadis. Nourri du marxisme-léninisme, Deng Xiaoping n'hésitait pas à prôner le principe d'inégalité en devant renoncer à développer toute la Chine au même rythme : « *Permettez à certaines personnes de devenir riches les premières !* » Essayez en France !

Catoneo
royalartillerie.blogspot.com

¹ Arménie, Cambodge, Commission européenne, Congo Brazza, Corée du Nord, Corée du Sud, Gabon, Kazakhstan, Kenya, Malawi, Mali, Malte, Micronésie, Mongolie, Autorité palestinienne, Pays-Bas, Seychelles, Turkménistan et Vietnam.

² C'est un collectionneur chinois qui a emporté pour 91 000 dollars la photo de M^{lle} Bruni en "poseuse nue" chez Christie's New York en 2008.

³ Les accostages sont les alignements au montage des éléments de carrosserie.